SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

DOSSIERS

SOCIOLOGIE DE LA PROTESTATION

Les formes de l'action collective dans la France contemporaine

Sous la direction de
Olivier FILLEULE

Préface de Pierre FAVRE

L'Harmattan

SOCIOLOGIE DE LA PROTESTATION

Les formes de l'action collective dans la France contemporaine

COLLECTION DOSSIERS SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

La collection DOSSIERS SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES est créée pour donner la parole aux étudiants, qui ont en général peu l'occasion de publier. Son ambition est de fournir un panorama de la recherche en Sciences Humaines et Sociales aujourd'hui, et l'idée de ce qu'elle sera demain. Les travaux publiés à partir d'enquêtes et de recherches de terrain sont l'expression de ce qui est en train d'émerger, en France et à l'étranger. Les éventuelles limites théoriques et descriptives des travaux d'étudiants ne signifient pas absence de qualité et d'originalité.

DOSSIERS SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES a pour but de combler l'isolement des étudiants pour favoriser une dynamique et un échange entre les recherches en cours.

Les publications, réductions de maîtrise, DEA ou travaux intermédiaires de thèse, sont réunies autour d'un thème, soit par un enseignant qui anime le Dossier, soit à l'initiative d'un étudiant qui appelle à communication. Chaque fascicule thématique regroupe en 180 pages de deux à dix communications, présentées par l'animateur du Dossier dans une introduction de synthèse.

Collection DOSSIERS SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES
animée par :
Sophie TAPONIER, Responsable de la collection
Dominique DESJEUX, Professeur à Paris V Sorbonne
Smaïn LAACHER, Directeur littéraire

Conseil éditorial : Pierre-Yves GAUDARD (étudiant, Paris V) – Éric MARCHANDET (étudiant, Paris V) – Richard DELRIEUX (étudiant, Nice) – Maurice BLANC (maître de conférence, Nancy) – Françoise BOURDARIA (maître de conférence, Tours) – Alain BOURDIN (professeur, Toulouse) – François DUBET (professeur, Bordeaux) – Anne GUILLOU (maître de conférence, Brest) – Guy MINGUET (sociologue, Angers) – C. de MONTLIBERT (professeur, Strasbourg) – A. PIETTE (maître de conférence, Montpellier) – Jean PAVAGEAU (maître de conférence, Perpignan) – Richard POTTIEZ (professeur, Nice).

Sous la direction de Olivier Fillieule

SOCIOLOGIE DE LA PROTESTATION

Les formes de l'action collective dans la France contemporaine

Préface de Pierre Favre

avec la collaboration de

François Bourneau, Jean-Marie Durand, Patrick Hassenteufel, Virginie Martin, Arnaud Mercier, Catherine Polac, Johanna Siméant

Editions L'Harmattan
5-7 rue de l'Ecole Polytechnique
75005 Paris

COLLECTION DOSSIERS SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

S. Joubert et E. Marchandet (dir. publ.), *Le social dans tous ses états*, 1990.
D. Cuche (dir. publ.), *Jeunes professions, professions de jeunes ?*, 1991.
D. Desjeux, I. Orhant, S. Taponier, *L'édition en sciences humaines. La mise en scène des sciences de l'Homme et de la Société*, 1991.
A.-M. Green, *Un festival de théâtre et ses compagnies, le off d'Avignon*, 1992.
P. Favre (ed.), *Sida et politique, les premiers affrontements (1981-1987)*, 1992.
W. Ackermann (ed), *Police, justice, prisons ; trois études de cas*, 1993.
M.-P. Bes et J.-L. Leboulch (eds.), *L'information face au changement technique. Une approche multidisciplinaire*, 1993.
F. Delmeulle, S. Dubreil, T. Lefebvre, *Du réel au simulacre. Cinéma, photographie et histoire*, 1993.

© L'Harmattan, 1993
ISBN : 2-7384-2326-4

SOMMAIRE

Préface

De quoi parle la science politique, finalement ?, par Pierre Favre 15

Introduction

L'Analyse des mouvement sociaux. Pour une problématique unifiée, par Olivier Fillieule 29

1) Introduction : compromis théorique ou nouveau paradigme ? 29
2) La construction sociale de la protestation 37
Formation et transformation des identités collectives 39
Mouvements sociaux et communication persuasive 42
3) Contraintes structurelles et opportunités politiques 46
Opérationnalisation du concept de structure des opportunités politiques 48
Les champs multi-organisationnels 60

I. Mobilisations corporatives : stratégies de la grève et construction identitaire

Protestation et crédibilité des agents des Finances : analyse de la grève de mai à novembre 1989, par Catherine Polac. 67

1) Mobilisation et quête de crédibilité 69

2) "Une grève historique dans une administration archaïque" : histoire d'un conflit 70

3) Les stratégies de protestation des agents des Finances 72

4) Une identité toujours renégociée : grève des impôts ou mouvement des Finances ?. 76

5) Des schémas d'interprétation mobilisateurs.....80

6) Jouer avec le crédit d'opinion : les transactions entre journalistes et organisations syndicales pour la définition d'un cadre acceptable 87

7) Conclusion : la deuxième récolte des agents des Finances. 91

Les automnes infirmiers (1988-1992) : dynamiques d'une mobilisation, par Patrick Hassenteufel......93

1) Le mouvement de 1988 : mobilisation identitaire et répertoire de représentation. 94

Mobilisation et identité infirmière. 94

Mobilisation, expressivité et aspiration identitaire 98

Mode de représentation et construction identitaire. 102

2) Persistance et transformations d'une mobilisation (1989-1992).....107

La routinisation de la mobilisation. 107

Démobilisation relative et transformations du répertoire d'action. 113

Entre institutionnalisation et mobilisation : une représentation problématique 116

Conclusion. 119

II. La mobilisation des groupes à faibles ressources

Conscience politique, persuasion et mobilisation des engagements. L'exemple du syndicat des chômeurs, 1983-1989, par OlivierFillieule.. 123

1) Les aspects cognitifs de la perte de l'emploi. Un défi à la mobilisation des engagements. 127

Les effets politiques de l'exclusion et de la marginalisation. 127

Diversité des situations de chômage et principe d'identité. 131

2) Idéologie et résonance cognitive : persuader pour mobiliser. 134

Se faire connaître, susciter l'adhésion. 136

Chances de succès et mobilisation pour l'action.. 143

3) Le poids de la structure des opportunités politiques.....146

Les effets politiques de la gestion étatique du chômage 147

Les contraintes liées au secteur de mouvement social.. 150

4) Conclusion 155

Organiser les sans emploi ? L'expérience de l'APEIS dans le Val-de-Marne, par François Bourneau et Virginie Martin. 157
1) Des locaux, des fonds, des compagnons : un éventail diversifié de ressources 158
Six années de lutte 159
Bienfaiteurs et compagnons de route 160
2) Mobiliser une population en retrait de l'action politique : une stratégie d'incitations sélectives 164
S'associer "pour ne plus être des sous-hommes" 164
Une palette composite d'incitations matérielles 166
3) Les aspects cognitifs de la mobilisation 169
La construction d'un cadre d'injustice 169
La diabolisation desASSEDIC. 170
L'angélisation de l'association 172
4) Un répertoire d'actions non conventionnelles. 174
Exprimer la colère. Polariser la violence 175
Les séraphins dans l'arène médiatique 178
5) Conclusion : de la communion à l'agitation ?. 179

Le mouvement des déboutés du droit d'asile, 1990-1992, par Johanna Siméant. 181
1) La mobilisation associative 185
2) Le public des déboutés 190
3) Qui mobilise qui ?. 192
4) Un registre de mobilisation dominant : "l'humanitaire". 198
5) Le règlement de la "crise des déboutés". 200
6) Conclusion. 207

III. Une mobilisation pacifiste : l'opposition à la guerre du Golfe

Sociologie d'une mobilisation. Les "pacifistes" et "anti-guerre" durant la guerre du Golfe, par Jean-Marie. Durand......211
1) La gestion des ressources. 213
L'apport de resources externes. 213
Les ressources des organisations 217
Les variations utilitaires de l'action 221
2)La mobilisation d'engagements identitaires 224
Un besoin d'identification 225
Les ambiguités d'une identité collective 227
L'hypothèse d'un mouvement multi-identitaire. 229
3) Conclusion.. 232

Mobilisation collective et limites de la médiatisation comme ressource. L'exemple du mouvement pacifiste de 1991 à la télévision française, par Arnaud Mercier.. 233
1) Les médias comme ressource aléatoire 236
Le schéma général des médias comme adjuvants 236
Un schéma qui dépend surtout des objectifs poursuivis 239
2) Un usage stratégique des médias délicat et contraignant ...241
L'accès aux médias est un problème en soi.. 242
Entrer dans le jeu médiatique implique des contraintes. 244
3) Une maîtrise des représentations médiatiques quasi-impossible 249
Une faible maîtrise 249
Le mouvement pacifiste fut ainsi fort mal traité. 251

4) Conclusion 256

Ouvrages et articles cités 261

Index des personnages et organisations citées 285

Conscience politique, persuasion et mobilisation des engagements. L'exemple du syndicat des chômeurs, 1983-1989

"Etrange destinée que celle de ce "chômage", qui à l'origine, signifiait un sacrifice, puis se transforma en une célébration de celui-ci par l'histoire, devint une fête, puis une simple absence de travail ; et qui pour finir, dans la pensée de chacun d'entre nous aujourd'hui, s'apparente de nouveau à cette définition originelle d'un sacrifice. A ce propos, lorsque l'Académie Française, dans son édition de 1694, faisait état "d'un saint qu'on ne chomme point" pour qualifier un homme sans importance, ne désignait-elle pas déjà un usage qui est plus proche de nous ; puisque ce sacrifié des temps modernes qu'est le chômeur, par définition, demeure "un homme sans importance" ! ", Lecerf (1992, p 25).

Les années soixante-dix et quatre-vingt ont vu l'émergence de nouveaux acteurs protestataires orientés vers la défense de groupes à faibles ressources. De mieux en mieux organisés, ces groupes sont parvenus à faire entendre leur voix malgré une position marginale et, quelquefois, ont même réussi à obtenir la satisfaction d'une partie de leurs objectifs. Désormais, les organisations de femmes, les minorités sexuelles et raciales, les handicapés, ont tous, à des degrés divers selon les pays, obtenu une certaine reconnaissance du pouvoir et de l'opinion. Cette politisation récente des catégories les moins privilégiées rend d'autant plus surprenante l'absence quasi totale de mobilisation des sans emploi, alors même que les chiffres du chômage, à partir du milieu des années soixante-

dix, connurent un accroissement considérable[1]. L'énigme s'épaissit encore si l'on considère que dans les années 20 et 30 une situation de l'emploi dramatique suscita de vastes mobilisations à la fois aux USA (Folsom, 1991), en Grande-Bretagne (Kingsford, 1982 ; Croucher, 1987) et en France, sous l'égide de la *CGTU*.

D'une manière générale, les chercheurs ont surtout entrepris d'observer les effets psychologiques de la privation d'emploi, mettant en évidence la pluralité des manières de vivre le chômage (Komarowsky, 1940 ; Schnapper, 1981 ; Jahoda, 1982 ; Fryer & Ullah, 1987 ; Burman, 1990), la différenciation des effets du chômage sur les rapports à soi (Cohn & alii, 1977 ; Kelvin, 1981 ; Cucrowicz, 1981), l'expérience spécifique du chômage de longue durée (Junankar, 1988 ; White & Mac Rae, 1989 ; Dyson, 1989 ; Engbersen, 1989 ; Demazière, 1992), etc. Ces analyses débouchent souvent sur une explication psycho-sociologique de l'apathie politique des sans-emploi, selon laquelle l'absence de mobilisation tient aux vécus et aux représentations qui accompagnent la situation de chômage. *"La situation de chômage"*, résume claude Durand (1981b), *"en isolant l'individu dans son histoire personnelle, supprime la conscience de communauté, la conscience collective qui est à la base de l'action. Le fatalisme des interprétations de la crise dissout les responsabilités et rend insaisissable l'adversaire. Les chômeurs ne peuvent se battre pour défendre leur condition: les plus actifs d'entre eux la récusent et n'aspirent qu'à en sortir. Et ceux qui s'y accoutument ne vont pas se battre pour un travail rejeté"*.

Malgré tout son intérêt, l'approche psycho-sociologique pose un problème de fond par la confusion qu'elle introduit entre déterminants individuels et collectifs de l'action collective, entre analyse de situations subjectivement perçues et positions objectives dans la structure sociale. L'orientation théorique purement micro-sociologique débouche logiquement

1 - En France, les demandes d'emploi sont passées de 300 000 en 1970 à plus de 3 millions fin 1992. Par ailleurs, on note une augmentation continue des chômeurs de longue durée. Les chômeurs de plus d'un an inscrits à l'*ANPE* représentaient 17% de l'ensemble des chômeurs en 1970 ; 22% en 1980 et près de 31% en 1991 (Demazière, 1992 ; Wuhl, 1992).

sur un rejet de l'analyse politique. Si l'on ne peut nier les effets du chômage sur les individus, il faut les distinguer de l'analyse de leurs croyances et de leurs actions au sein des entreprises de mobilisation qui, ici ou là, peuvent exister.

A l'inverse, Piven & Cloward proposent dans *Poor People's Movements* (1977) un modèle structural d'explication qui place au centre des déterminations l'étude des organisations, l'analyse de leurs relations avec leur environnement et plus particulièrement avec l'Etat. Ce faisant, ils montrent que l'activité protestataire n'est rien moins qu'un choix libre, ouvert à tous. La structure sociale détermine fortement les opportunités de mobilisation, et ce d'autant plus que les chômeurs constituent un groupe à faible niveau de ressources, dépendant de l'Etat pour sa subsistance. Ils expliquent alors le succès des mouvements américains des années 30 par l'absence de règles fixes de négociation et de modalités d'assurance sociale. D'une certaine façon, cette indétermination réglementaire tant au niveau fédéral que des Etats aurait permis aux organisations de traiter directement avec les agents locaux des services sociaux et d'obtenir d'eux des concessions immédiates pour leurs membres. Après l'instauration de l'assurance sociale et la mise en place d'une législation fédérale, en revanche, la satisfaction des revendications sous la pression de telle ou telle mobilisation serait devenue impossible, d'où la perte de leur base par les organisations, et le progressif grignotage des concessions obtenues dans la lutte.

Ce modèle a le mérite d'insister sur le rôle joué par la structuration des échanges sociaux. Toutefois, du fait de son caractère fortement déterministe et structuraliste, il débouche logiquement sur l'idée que toute protestation est inutile. Pour la même raison, les organisations sont censées avoir une influence négative sur le cours de la mobilisation en contribuant à l'institutionnalisation et à la bureaucratisation des mouvements. Or, Hobsbawm (1984, p 294) a bien montré que celles-ci jouent un rôle crucial dans la constitution et la dissémination des discours critiques et dans la production de perceptions subjectives des intérêts, contribuant ainsi de façon significative

aux mobilisations[2]. Enfin, en affirmant que les chômeurs forment une "classe en soi" homogène, Piven et Cloward rejettent trop vite les acquis de la sociologie classique et laissent de côté l'obstacle à la mobilisation que constitue justement l'hétérogénéité de la catégorie.

Nous essaierons ici de dépasser les limites des interprétations structurales et psycho-sociologiques en proposant un modèle qui s'attache à la détermination des facteurs de la participation (perceptions du potentiel mobilisable et travail de manipulation symbolique pour la création des engagements), en fonction des contextes socio-politiques dans lesquels les mouvements agissent (structure des opportunités politiques). L'exemple des mobilisations de chômeurs constitue un terrain privilégié pour tester une telle orientation théorique : d'abord, étant donné le rapport particulier qu'elles entretiennent avec l'Etat, interlocuteur privilégié et pourvoyeur de ressources de substitution sous la forme d'indemnités aux individus et de subventions aux organisations, et au secteur associatif et caritatif, les mobilisations de chômeurs permettent d'illustrer clairement l'intérêt qu'il y a à intégrer la structure des opportunités politiques à l'explication du succès ou de l'échec des mouvements. Ensuite, puisque la quasi totalité des analyses insistent sur les obstacles psychologiques à la mobilisation des sans emploi, il nous paraît particulièrement intéressant de se pencher ici sur l'activation des facteurs de la participation.

L'analyse portera sur le *Syndicat des chômeurs*, qui, de 1981 à 1989, a essayé obstinément de mobiliser les sans emploi sans vraiment y parvenir[3]. Nous verrons d'abord comment la situation de chômage, par les perceptions de la réalité qu'elle génère, a pour effet de freiner les velléités de mobilisation, et comment le syndicat a cherché, par l'acquisition et la manipulation de ressources symboliques, à modifier

2 - Cf. aussi Valocchi, 1990 ; Gamson & Schmeidler, 1984 ; Lash, 1984 ; Przeworski, 1986.

3 - Les données empiriques sont tirées d'une enquête de terrain effectuée en 1988-1989 dans le cadre d'un mémoire de DEA (Fillieule, 1989). Par ailleurs la présente analyse est tirée d'une thèse de science politique consacrée aux mobilisations, sous la direction de P. Favre, à l'*IEP* de Paris, dont l'achèvement est prévu pour 1994.

l'interprétation de leur situation par les sans emploi. Enfin, on cherchera à rendre compte de l'échec du syndicat en mettant en lumière les contraintes structurelles fortes qui ont pesé sur ses opportunités d'action.

Les aspects cognitifs de la perte de l'emploi. Un défi à la mobilisation des engagements

La mobilisation des acteurs et le maintien des engagements dépendent de leurs orientations cognitives par rapport à des expériences spécifiques, des événements particuliers, des domaines de la réalité. Il est donc nécessaire de prendre en compte les effets de la perte du travail sur la manière dont les sans emploi *perçoivent*[4] leur situation. Nous verrons d'abord comment la vulnérabilité socio-économique des chômeurs se conjugue avec exclusion et marginalisation sociales pour expliquer leur apathie politique, avant de nous interroger sur la question problématique de l'identité du groupe.

Les effets politiques de l'exclusion et de la marginalisation

Le chômage, et particulièrement le chômage de longue durée, est un phénomène au caractère fortement sélectif et structurel, ce qui signifie que les individus sans travail ont plus de chance d'être issus des catégories les plus dénuées de pouvoir social (Daniel & Stilgoe, 1977 ; Thernborn, 1986 ; Wuhl, 1992). En effet, le risque de perdre son emploi, mais aussi les chances d'en retrouver un, dépendent d'un ensemble de facteurs fortement liés (sexe, âge, capital culturel, origine sociale, lieu de résidence, etc.). Les analyses menées à partir d'entretiens fournissent de ce point de vue de précieuses

4 - Nous entendons ici perception au sens de Gamson (Gamson, Fireman, Rytina, 1982 ; Gamson, 1992) qui fonde ses travaux sur le concept d'analyse des "cadres d'interprétation" (frame analysis) élaboré par Erving Goffman (1991, pour la traduction française). Ce dernier interroge les conditions dans lesquelles les gens défient les règles existantes lorsqu'ils s'insurgent contre l'ordre dominant et montre comment notre disposition à l'apathie ou à l'action dépend en partie de la façon dont l'ordre social est structuré et structure donc notre inconscient politique. Dans cette perspective, l'analyse des cadres d'interprétation permet de décoder toute situation en décomposant les différents principes d'organisation qui structurent les événements.

indications sur la vulnérabilité sociale au chômage (Schnapper, 1981, *Les Temps modernes*, 1987, Bourdieu, 1993). Les conditions de vie, les liens avec les autres et l'histoire familiale -ce que P. Bourdieu appelle capital social- permettent de différencier les types d'individus les plus exposés : les chômeurs appartiennent plus souvent que la moyenne à des familles nombreuses ou à des familles socialement affaiblies par la retraite, la longue maladie, l'invalidité, le décès des parents. S'ajoutent à cela les effets de la pression matérielle : *"pour que les conduites individuelles puissent s'organiser selon un plan de vie et pour qu'une conscience systématique et rationnelle du système économique en tant que telle puissent se former, il faut que la pression de la nécessité se relâche, qui interdit la mise en suspens de l'adhésion fascinée au donné actuel, condition de la position de possibles latéraux. Il s'ensuit qu'aux différentes étapes du processus qui conduit de l'existence abandonnée au hasard à la conduite économique réglée par le calcul correspondent différentes formes de la conscience du chômage et de la conscience révolutionnaire"* (Bourdieu, 1963)[5].

Par ailleurs, la plupart des études convergent pour dire que la perte de l'emploi se traduit par la perception d'une identité personnelle ressentie comme honteuse ce qui rend difficile une identification collective au chômage (stratégies individualisantes) et la représentation politique du chômage (fatalisme, culpabilité et sentiment d'impuissance). Le sentiment de honte né de la perte de l'emploi et d'un statut "socialement acceptable" est comparable à celui provoqué par la misère. Celle-ci répugne et provoque un sentiment teinté d'ambiguité : la vérité du cynique se mêle à l'hypocrisie du sentiment charitable car la misère apparaît comme une menace. *"Dans l'expression collective, les misérables, la conscience du malheur se détourne déjà de sa direction purement négative et commence à se poser comme menace"*[6]. Mais à son tour le pauvre se sent coupable de son état honteux, indépendant de sa

5 - Cf. aussi Schlozman & Verba, 1979 ; Jahoda, 1982 ; Van Parijs, 1987 et Marshall & alii, 1988.

6- G. Bataille, "Dossier hétérologie", in *Oeuvres complètes (Ecrits posthumes, 1922-1940)*, tome III, Gallimard, p 218.

volonté. Il y a donc un lien entre la perception collective de la misère et la perception individuelle de "sa" misère.

Le même type de rapport est à l'oeuvre dans le chômage : Il y a indéniablement un phénomène de rejet suscité en partie par la peur (ne surtout pas regarder ce qui pourrait nous arriver ou ce qui nous dérange) et de compassion (le "mon Dieu comment font-ils !"). La honte est ici aussi le produit du regard social et la victime contribue encore au processus d'exclusion par l'adoption d'un rôle social qui lui est au départ imposé[7].

Jean-Paul Sartre a montré que ce sentiment prend racine lorsque l'être se sent jugé à travers une apparence dont il ne contrôle soudain plus la portée dans le regard d'autrui. La honte se traduit par un état d'impuissance parce que l'ayant appréhendée, l'individu reconnaît malgré lui le jugement porté à son discrédit. La honte rend présente une image de soi que l'on refuse parce qu'elle vous rend inférieur face à l'autre mais que l'on reconnaît simultanément parce que c'est ainsi que l'autre vous voit. Cette tension entre ces deux images peut s'inscrire soit dans le recours à la résignation et le mépris de soi *("je ne suis plus bon à rien" ; "à quoi ça sert, puisque je ne sais rien faire")* soit dans la construction d'un projet visant à retrouver sa dignité. Cette alternative pose une question essentielle : la perception honteuse de son individualité porte t-elle préjudice à la possibilité de se reconnaître une identité individuelle et, a fortiori, collective ?

Le recours à la résignation et à des stratégies individualisées s'explique encore par l'ambivalence du regard qui fait honte et exacerbe le sentiment de l'échec personnel. Beaucoup des chômeurs interviewés par D. Schnapper (1981) ont une perception de leur condition sociale en termes de malchance, de malheur. Et la providence, le destin, masquent

7 - Cf. par exemple ce qu'écrit un journaliste dans un journal de chômeurs syndiqués en 1936 : "Je voudrais m'élever (...) contre cette psychose de misère, contre ce fatalisme de bêtes vaincues, cette volonté délibérée voulue par le capitalisme, de noyer les révoltes légitimes dans des flots d'abjection, de dégoût de nous-mêmes, contre ce siège sournois de nos subconscients qui, détruisant nos personnalités, amenuisant notre dignité (...) tente de nous amalgamer en une pâte ductible, malléable, veule, sans réaction, qui est connue à l'heure actuelle sous ce nom générique de chômage", in *Le Chômeur Occitan*, éditorial du N°1, 25 sept 1936, cité in Lecerf, 1992.

non seulement les processus sociaux réels qui sont refoulés dans un imaginaire tragique, mais plus encore, pour échapper à cette culpabilité, il convient de s'affirmer *comme différent des autres* et de rejeter le groupe, symbole de cet échec.

Enfin, l'immersion dans un temps quotidien concentré vers l'immédiat rend difficile tout rapport à l'avenir et donc toute objectivation de sa propre situation dans des rapports sociaux conflictuels (Lauer, 1981). Pour concevoir son histoire de façon dynamique, en effet, il faut maîtriser son temps, c'est-à-dire avoir une prise sur l'avenir pour intégrer l'idée qu'un changement est réalisable (Bourdieu, 1963, pp 352-360). Or, les conditions socio-économiques du chômage déstructurent les rythmes quotidiens : en raison d'abord de l'irrégularité de l'emploi et des ressources ; mais, plus profondément, le chômage produit un faisceau de handicaps qui imprime aux événements un caractère mouvant, instable et angoissant qui rend peu à peu difficile la maîtrise de son temps.

Dans nos sociétés, le rapport au travail salarié constitue un rapport structurant dominant ; la force de travail est à la fois marchandise et partie constitutive de la personnalité individuelle. L'individu n'est donc reconnu socialement que pour autant qu'il peut monnayer sa force de travail. La société apparaît comme un "dispositif de travail", le contrôle social s'exercant par et à travers le travail et la production. Cette simplification a le mérite de souligner que l'appareillage social a pour justification dernière d'aider au fonctionnement de l'appareil de production[8]. L'ancrage dans une activité professionnelle déplie toute une chaîne de régularités (horaires fixes, partage du temps de travail, du temps de repos, du lieu de travail, du lieu d'habitation) qui se cassent en situation de chômage. Dans une enquête du *Nouvel Observateur* [9] un chômeur explique fort bien pourquoi il ne sait pas quoi faire de son temps libre, "*parce qu'on est alors face à la ville, mais que la ville est faite pour le travail. On est libre de voir des gens mais les gens travaillent* "; le regard du travailleur le traverse, il n'existe pas (cf. aussi Lazarsfeld, 1981, p 68 et sv). Or,

8 - On notera à ce propos que toutes les formes de marginalité sont marquées d'un rapport difficile au travail (chômage, vieillesse, handicaps physiques).
9 - *Le Nouvel Observateur* n°734, 4-10/12/1978.

l'absence de rapport à l'avenir peut constituer un frein à la reconnaissance par le groupe d'une identité collective, empêchant de penser le phénomène du chômage en termes politiques et comme s'inscrivant dans des rapports sociaux conflictuels. C'est en ce sens que Simone Weil (1949) parlait naguère du chômage comme d'un *"déracinement à la deuxième puissance"* (p 63), ou d'un *"déracinement total"* (p 73).

Diversité des situations de chômage et principe d'identité

R.Salais et ses collaborateurs (1986) ont magistralement démontré que la catégorie "chômeur" est avant tout une catégorie administrative ne renvoyant pas à un phénomène à l'existence sociale objective (cf. aussi Topalov, 1987). Le vocable générique de chômeur recouvre une grande diversité sociologique et, s'il existe des facteurs de cohésion de l'ensemble -les chômeurs sont tous placés dans une position sociale très caractérisée (cf. supra)-, il est impossible de parler d'un statut unique[10] et clairement identifiable. Les chômeurs constituent un groupe hétérogène dans ses expériences comme dans ses aspirations. Il existe plusieurs vécus du chômage qui interdisent de penser en terme de catégorie unifiée, et les organisations de chômeurs elles-mêmes insistent toujours sur cette diversité pour souligner les difficultés rencontrées.

D'abord, il faut mentionner l'existence, à côté des chômeurs intermittents que sont les précaires[11], d'une frange de personnes classées dans les statuts périphériques au chômage. Ils regroupent ceux que Simon Wuhl (1992) appelle les

10 - On entend généralement par "statut" un ensemble plus ou moins systématisé et relativement fixe de comportements qu'on peut attendre, aussi bien d'un individu placé dans une situation donnée que de la société à l'égard de cet individu, et qui sont légitimement reconnus par l'individu comme par la société. Le statut se manifeste donc à la fois par un même vécu, une même expérience, mais aussi par un même statut légal et les mêmes droits.
11 - Nous n'insistons pas ici sur le phénomène de la précarisation exponentielle de l'emploi en France car le phénomène est bien connu. A titre d'exemple, Guy Groux et René Mouriaux (1993) signalent qu'en 1988, sur 9 millions de contrats signés, 5,5 millions relevaient du travail intérimaire ; 2,5 de l'embauche à durée déterminée ; 1 million seulement d'un recrutement à durée indéterminée (p 278, note 24).

chômeurs indisponibles ou "découragés"[12]. De ce point de vue, les années 80 auront été marquées par un phénomène majeur : les situations à la marge du statut de chômeur n'ont cessé de progresser, ce qui suggère la diffusion de plus en plus large parmi les demandeurs d'emploi d'un sentiment d'inéluctabilité de leur position d'exclus et d'inaccessibilité du retour au travail. Nous reviendrons sur les effets induits par de telles perceptions de l'environnement socio-économique. Il suffit pour l'heure de souligner qu'à l'hétérogénéité de la catégorie chômeur s'ajoute une nébuleuse de statuts périphériques qui contribuent à rendre délicate la constitution d'un principe d'identité.

Les modes d'accès à l'indemnisation constituent également un facteur d'hétérogénéité. Il faut distinguer d'abord les chômeurs inscrits à l'*ANPE* ou non et ne bénéficiant pas d'indemnisation[13] de ceux qui en ont obtenu une. Parmi ceux-là, l'inégalité des ressources diffère en fonction de la profession exercée antérieurement (du moins pour un temps), mais aussi selon que les personnes bénéficient ou non d'une allocation d'insertion, de solidarité, de "fin de droit", d'une allocation de base (exceptionnelle ou non) ou des dispositifs réservés aux licenciés économiques. Si l'on ajoute à cela les différences de situation -même temporaires- entraînées par le développement des stages de toute nature, *SIVP*, *TUC*, etc., on perçoit bien l'éclatement de cette catégorie[14].

En définitive, l'absence flagrante d'homogénéité du groupe des demandeurs d'emploi pose un certain nombre de questions. Comment une instance de mobilisation peut-elle dépasser le stade de l'individuel pour imposer une réflexion de

12 - Pour caractériser cette nébuleuse de situations, l'*INSEE* a introduit la notion de "halo autour du chômage" (Cézard, 1986). On peut y distinguer trois catégories : les sans emploi n'engageant pas de démarches effectives (la perte d'espoir de trouver une offre adaptée étant bien souvent là au principe de cette attitude de retrait) ; ceux qui n'ont pas commencé leur recherche d'emploi ; les sans-emploi découragés.

13 - Parmi les non indemnisés l'*UNEDIC* distinguait cinq catégories et six sous-catégories en 1989.

14 - Ajoutons encore l'inégalité dans les revenus de remplacement dont peuvent disposer les chômeurs (jeunes vivant chez leurs parents, chômeurs propriétaires de leur logement, etc...), comme le fait un numéro de la *Revue des affaires sociales*, "chômage et précarité", n°2, 1985, cf. aussi une interview dans Bourdieu (1993, pp 585-592).

dimension collective et politique du problème ? Mais surtout, comment prendre en compte, pour s'en faire l'expression à travers la mise en forme de thèmes revendicatifs, d'intérêts aussi contradictoires que ceux du groupe des sans emploi ?

L'analyse des phénomènes de représentation et d'identité chez les chômeurs contribue également à déterminer un certain nombre d'obstacles à la mobilisation des sans emploi. A partir d'entretiens approfondis, Galland & Louis (1981) ont essayé de montrer que les représentations ont "*un impact direct sur les conditions de formation de l'action collective et plus particulièrement en ce qui concerne les chômeurs pour lesquels la question de l'identité est au coeur de leur situation sociale, des rapports sociaux qu'ils peuvent entretenir avec leur entourage, de leurs modes de sociabilité* "(p 175).

Pour adhérer à une organisation de chômeurs, il faut accepter d'être reconnu par les autres comme participant à cette organisation, ou que les autres acceptent de vous reconnaître comme tel. C'est le défaut de ces moyens sociaux de reconnaissance qui expliquerait l'absence de conduites collectives organisées chez les chômeurs : *"hétérogènes en tant que groupe social, les chômeurs ont des types de représentation différents du chômage et refusent ou ignorent l'identité de chômeur. Une organisation de chômeurs signifierait que l'on accepte de se reconnaître et d'être reconnu comme tel, alors que c'est avant tout ce que l'on veut masquer. Se grouper, au fond, ce serait vouloir rester chômeur*"(Galland & Louis, 1981).

D'abord, le sans emploi se considère longtemps comme un travailleur virtuel, un demandeur d'emploi, et son statut lui apparaît transitoire. Même avec le temps, et l'installation dans la situation de chômage, les réticences demeurent grandes. Ceux que nous avons interviewés dans les maisons de chômeurs déclinent souvent leur identité en fonction de leur ancienne profession, employant des tournures métaphoriques pour désigner la rupture d'activité. Quelquefois, face à un intervenant extérieur, ils tiennent des discours sur "les chômeurs" qui participent souvent d'une anticipation et d'une répétition des jugements négatifs portés sur eux : *"t'en as pas la moitié qui cherche du boulot". "Y sont trop cons pour trouver à*

bosser ", etc. Le comportement observé est ici le résultat d'un renversement de rôle, l'agressé se fait agresseur. Une telle attitude permet par ailleurs de se distinguer du groupe stigmatisé, de se singulariser. L'identification à l'agresseur potentiel peut aussi se rattacher à des actes d'auto-exclusion comme les démissions, la peur de sortir de chez soi, ou à des gestes d'auto-destruction qui tendent à libérer de l'angoisse de l'échec en le provoquant.

Idéologie et résonance cognitive : persuader pour mobiliser

L'adoption d'une attitude revendicative par les sans emploi apparaît in fine comme éminement problématique. Pourtant, le *Syndicat des chômeurs* s'y est efforcé, en ayant recours à un discours persuasif, tant à l'égard des sans emploi que vis-à-vis de l'environnement social (gouvernement, médias, organisations caritatives et religieuses). Nous analyserons ici le travail effectué en ce sens et comment, sous la pression des événements, le syndicat en est venu à modifier ses orientations initiales pour finalement échouer.

Plusieurs auteurs ont montré de manière convaincante que les acteurs se conduisent en fonction d'une perception de la réalité sur laquelle il est possible d'agir par la persuasion : *"on peut influencer la réalité perçue, et les leaders des mouvements sociaux comme leurs adversaires s'y emploient. La persuasion est un élément important dans toute campagne de mobilisation. L'efficacité d'une campagne de mobilisation, du point de vue de la persuasion de l'individu, est un déterminant clé de la participation"*[15]. Et le rôle de la persuasion est d'autant plus important pour les groupes à faibles ressources qu'ils n'ont généralement pas la possibilité de recourir à des stratégies coercitives (comme la grève) ou de négociation[16]. Les entreprises de mobilisation se trouvent donc face à deux problèmes : comment modifier les perceptions des gens que

15 - Klandermans, (1984, p 584).

16 - Tout simplement parce que la négociation est fondée sur l'échange et que les groupes démunis de ressources sociales n'ont rien à échanger, comme le suggèrent Turner et Killian à propos des mouvements de noirs aux USA dans les années soixante (1972, p 421).

l'on cherche à mobiliser ? Comment les convaincre ensuite de participer effectivement à l'action collective ?

La plupart des chercheurs adoptent une approche fonctionnelle pour étudier les stratégies de persuasion mises en oeuvre par les mouvements. En dehors des terminologies adoptées, les modèles varient peu et on s'accorde plus ou moins à identifier les éléments suivants : un mouvement doit d'abord procéder à une modification du système des attributions causales (identification d'un problème, qualification en termes politiques, désignation de responsables) ; proposer ensuite des lignes d'action convaincantes (c'est-à-dire offrir une solution au problème et persuader qu'elle pourra être obtenue par l'action collective) ; enfin, il faut encore que le mouvement parvienne à faire passer les acteurs d'un accord formel sur les buts de l'action à une motivation et une participation effective (par la mise en exergue de l'urgence du problème et des chances de succès de l'action). Ce type de schéma fonctionnel ne prétend évidemment pas rendre compte d'une succession chronologique. Même si certaines fonctions ont plus de chance de dominer le travail de persuasion à certains stades (par exemple la modification des attributions causales aux débuts du mouvement), elles sont pour la plupart activées simultanément tout au long du processus de mobilisation.

C'est en février 1982 que Maurice Pagat, avec une dizaine de personnes crée le syndicat des chômeurs. Celui-ci bénéficie dès le début d'un appui déterminant du monde des associations religieuses. En effet, M. Pagat n'est pas un inconnu. Il a participé à la création des communautés d'Emmaüs en 1953, milité contre la guerre d'Algérie[17], et, dans les années 70, il est membre du *PS (CERES)*. Ses relations, alliées à une conjoncture politique favorable (l'arrivée de la gauche au pouvoir), contribuent à expliquer la résonance de l'initiative[18].

Dès son lancement lors d'une conférence de presse qui se tient à la *Maison du protestantisme français*, l'organisation se

17 - Il est alors le directeur de la revue *Témoignages et documents*, journal clandestin publiant des textes interdits.

18 - Sur l'histoire à proprement parler du syndicat, on se reportera à l'interview de M. Pagat dans *Les Temps modernes* (1987) et à Fillieule (1989).

fixe d'emblée un objectif politique : créer une instance représentative propre aux chômeurs pour résoudre le problème de l'articulation entre politique gouvernementale et demandes sociales émanant des individus sans travail[19]. Cherchant à représenter les sans emploi, le syndicat s'est donc heurté immédiatement au problème du recrutement d'adhérents qui soient eux-mêmes chômeurs, ce à quoi peu d'organisations jusqu'alors étaient parvenues[20].

Malgré les difficultés attendues, la mobilisation est relativement forte au début. Les entretiens menés avec les premiers adhérents (Degrave, 1982) montrent que l'initiative semblait répondre à un besoin souvent exprimé et eut sur certains l'effet d'une sorte de "libération cognitive" (Mac Adam, 1982, p 49). Ainsi, même si la participation reste fluctuante, les manifestations successives rassemblent chaque fois quelques centaines de personnes (2 000 le 30 mai 1985) ce qui demeure bien entendu modeste mais sans précédent en France depuis les années 30. Pour y parvenir, le syndicat a fait porter son action sur plusieurs fronts.

Se faire connaître, susciter l'adhésion

Premier problème, se faire connaître des sans emploi. Or, le jeune syndicat ne disposait pas du droit d'affichage dans les *ANPE* et il n'existait pas d'autres lieux permettant de mener une campagne d'information[21]. C'est pourquoi le mouvement va chercher à la fois à attirer l'attention des médias nationaux par des actions quelquefois spectaculaires et à développer ses propres organes de communication par la création d'un journal

19 - On retrouve ici une des idées fondamentales de la mobilisation des ressources selon laquelle, pour les groupes marginalisés, l'enjeu de l'action collective est d'abord l'intégration dans le système politique de participation (cf. Gamson, 1975, pp 140-141 et Lapeyronnie, 1988). La revendication centrale du syndicat demeure "la participation à toutes les commissions, tous les organismes au sein desquels il est décidé du sort des chômeurs ; nous sommes représentés par procuration" (interview M. Pagat).

20 - Cf. Mora (1987) à propos des organisations syndicales françaises, Barker & alii (1984) et Marshall & alii (1988) pour la Grande-Bretagne.

21 - Les militants procèdent cependant à la distribution de tracts dans les queues se formant à la sortie des *ANPE*, ce qui n'est sans doute pas étranger à la suppression du pointage mensuel peu de temps après...

mensuel, *Partage*. L'enjeu était de taille car l'utilisation des médias constitue un moyen institutionnel de réaliser des buts non institutionnels en manipulant les schémas d'interprétation des militants et des adhérents (au niveau interne), en étendant le potentiel de mobilisation par l'information d'une large partie de la population et en neutralisant les opposants potentiels par l'imposition du sens à donner à leur action (communication externe).

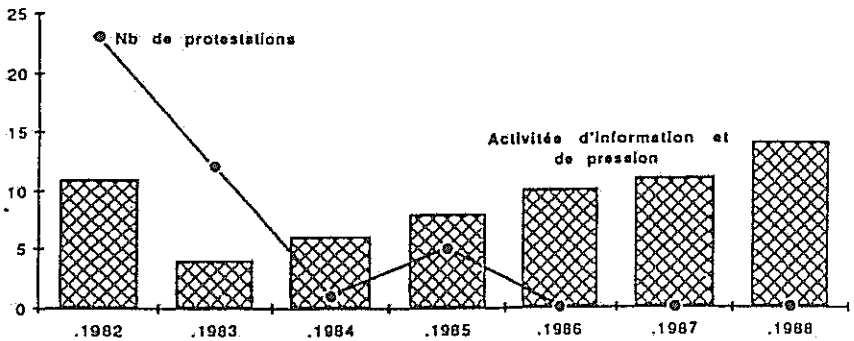
Dans un premier temps, le syndicat mise sur les manifestations de rue et les occupations de locaux (*ASSEDIC, ANPE*, ministère du Travail) pour obtenir une couverture médiatique. Cette stratégie s'avère relativement payante au début étant donné la "nouveauté" d'un mouvement de chômeurs[22]. La télévision et la presse nationale consacrent des reportages aux actions et M. Pagat est interviewé à plusieurs reprises. Très vite, pourtant, les journalistes se font plus rares, à tel point que les militants occupent le journal *Le Monde* le 26 novembre 1982 pour protester contre l'indifférence, voire l'hostilité de la rédaction. En décembre de la même année, le leader du mouvement entame une grève de la faim pour relancer l'intérêt de l'opinion : *"quand les méthodes traditionnelles de lutte s'avèrent inefficaces, c'est l'ultime recours pour en appeller aux consciences. Nous sommes abandonnés et trahis (...) Nos initiatives se sont heurtées à une conspiration du silence. C'est pourquoi j'entreprends cette grève de la faim"*, déclare M. Pagat à la presse[23]. Mais le regain d'intérêt n'est que de courte durée et le syndicat se voit contraint de changer de stratégie en 1985 pour favoriser les activités d'information et de pression par le développement des colloques, conférences de presse, "Etats-Généraux" et envois de lettres d'information aux journalistes (cf graphique infra). Ce changement dans les répertoires d'action a par ailleurs pour objectif de modifier l'image du mouvement (démagogique et manipulatrice) dans les médias, avec pour ambition d'être

22 - Mais aussi en raison de l'inquiétude diffuse que cette initiative fait naître. Ainsi, les journalistes ne manquent pas, à chaque occasion, de faire un rappel de la situation économique en Allemagne dans les années 30, insistant sur les risques de manipulation et de démagogie.

23 - Sur la signification du recours à la grève de la faim et ses effets, cf. Siméant (1992. a et b) et sa contribution dans ce volume.

admis par les pouvoirs publics comme un interlocuteur valable et légitime. Mais là encore, le syndicat échoue et, par exemple, les Etats-Généraux de mars 1988, qui rassemblent un millier de personnes, se heurtent à l'indifférence des grands quotidiens nationaux, en particulier du fait de l'absence de personnalités politiques.

La transformation des activités du Syndicat entre 1982 et 1988



En revanche, grâce à la diffusion du journal *Partage* (le plus souvent envoyé gratuitement), il semble bien que le syndicat ait contribué à modifier les perceptions que certains chômeurs avaient de leur situation. Mais surtout, le seul fait d'avoir organisé des actions publiques, même limitées, a favorisé la réappropriation par les sans emploi présents d'un rôle social actif[24]. Une des fonctions essentielles des manifestations aura été, en ce sens, d'initier des moments privilégiés au cours desquels l'identité du groupe (à la fois manifestants et chômeurs-spectateurs) a pu à la fois se

24 - ce qui est visible à la lecture des courriers reçus après les manifestations par le syndicat.

constituer et se donner à voir[25]. Dans les entretiens menés auprès de sans emploi, on trouve d'ailleurs fréquemment la référence au rôle du syndicat dans la structuration d'une identité nouvelle autour de buts communs et d'une expérience partagée :

"Je trouve cela bien parce qu'il n'y a rien pour regrouper les chômeurs (...) On n'est quand même plus tout seul, on peut confronter les problèmes car on s'imagine qu'on est le seul dans ce cas là. Quand je faisais de la déprime, je pensais toujours à ça, mais j'ai vu au syndicat des gens qui étaient dans un état bien pire que moi (...)" (H, agent de maîtrise, 58 ans, 6 ans de chômage).

"Le syndicat des chômeurs, ça m'a donné un peu d'espoir, bien que je reste très réaliste. Je trouve cela comme une bonne chose. Partout maintenant, tout le monde nous dit de nous regrouper. Il y a maintenant une vie collective, les chômeurs ne sont pas une classe sociale. Le chômeur est exclu, il n'a pas de crédit, sa vie est paralysée" (H, Chauffagiste, 56 ans, 4 ans de chômage).

Alors qu'il cherche par tous les moyens à faire parler de lui, le syndicat s'applique à persuader les sans emploi de l'utilité de se mobiliser eux-mêmes. Pour cela, il entreprend de les convaincre que personne d'autre ne s'intéresse à leur cas. Or, au début des années 80, le chômage n'est pas un problème émergent[26]. Aussi, pour trouver sa place dans un environnement déjà structuré et hautement concurrentiel, le mouvement va t-il s'efforcer de requalifier politiquement la question en désignant d'abord comme responsables ceux-là mêmes qui gèrent le problème : *"le gouvernement et les acteurs sociaux traditionnels n'ont pas intérêt à poser le problème du chômage"*, déclare M. Pagat dans une de ses premières conférences de presse, *"d'où la nécessité pour les chômeurs de s'organiser afin de poser eux-mêmes le problème avec force sur*

25 - cf. Pizzorno, 1986 b, p 353, Delgado, 1986 et Fantasia, 1988 à propos des effets de l'action collective sur la construction de l'identité.

26 - Ce qui différencie d'ailleurs ces mobilisations de celles des années 20 et 30, lesquelles s'étaient fixé comme priorité la prise en compte du problème par l'Etat à travers la mise en place de systèmes d'indemnisation et de placement (cf. Croucher, 1987 ; Folsom, 1991, Bagguley, 1992). Sur la problématique de l'émergence des problèmes dans le champ politique, cf. Favre (1993).

la place publique". Cette requalification passe d'abord par une rhétorique d'exclusion et de stigmatisation (opposition eux/nous, dénonciation d'une conspiration du silence[27]) mais surtout par une stratégie d'attaque frontale qui pousse le syndicat à choisir pour cible (surtout à travers des occupations de locaux) des institutions comme le ministère du Travail, les *ASSEDIC*, l'*ANPE*.

Les organisateurs désignent surtout dans ces institutions les responsables de la dégradation des conditions de vie, ce qui a pour effet de faciliter la mobilisation. En effet, la complexité des causes du chômage, la dilution des responsabilités (contrainte extérieure, politique économique, etc.) obligent le syndicat à focaliser ses revendications sur des objectifs simplifiés[28] et congruents avec l'expérience quotidienne des chômeurs. De ce point de vue, il apparaît bien, comme l'écrivent Piven et Cloward, que la structure sociale détermine les formes prises par la contestation car *"c'est typiquement en se rebellant contre les règles et les autorités associées à leurs activités quotidiennes que les gens protestent (...) Les gens ne peuvent défier les institutions auxquelles ils n'ont pas accès, et auxquelles ils ne contribuent pas"* (1977, pp 21-23).

C'est pourquoi les luttes locales initiées par les maisons de chômeurs affiliées au syndicat apparaissent comme les moyens les plus efficaces de mobilisation, en focalisant les énergies sur des problèmes immédiatement perceptibles et sur des interlocuteurs clairement identifiables : l'obtention de locaux, le refus des coupures de gaz et d'électricité, l'exonération des impôts locaux, la gratuité des transports et le droit au logement[29] se négocient alors directement avec les maires, les chefs de centre de distribution *EDF-GDF*, etc. En même temps, les maisons de chômeurs essayent d'étendre leur

27 - Sur le thème de la conspiration comme arme dans la rhétorique des mouvements, cf. Goodnight & Poluakos, (1981).

28 - Ce que suggère Snow : "en jetant le blâme sur des individus particuliers, les mouvements ont l'opportunité de simplifier ce qui apparaîtrait autrement comme un problème complexe. La typification des opposants sous les catégories "d'immoraux", de "malfaisants", de "méprisables" sert à galvaniser ou à focaliser les sentiments"(Snow & alii, 1986, p 470).

29 - Surtout dans la période d'expansion du syndicat, entre l'automne 1984 et l'été 1985.

potentiel mobilisable en prenant en charge plusieurs problèmes structurellement séparés pour les lier idéologiquement (ce qui correspond au *frame bridging* évoqué par Snow & alii, 1986). Par exemple, les résistances aux expulsions de chômeurs ou aux saisies de biens ont fréquemment été mises sur pied en collaboration avec d'autres forces associatives ou militantes.

Parallélement, le syndicat a cherché à produire des informations destinées à modifier le contenu symbolique des représentations que le public a généralement des chômeurs, et particulièrement des longue durée (souvent perçus comme des parasites, des fainéants ou, au mieux des inadaptés[30]). Pour se gagner la sympathie du public, le mouvement joue sur la sensibilité à la misère et aux inégalités. Tous les tracts distribués pendant les manifestations rappellent les difficultés d'existence des fin de droits, la misère des nouveaux pauvres. Lorsque, à l'initiative du syndicat s'ouvre la première maison de chômeurs, en octobre 1984, on incite les journalistes, les personnalités politiques et intellectuelles à venir rencontrer sur place des sans emploi. La pauvreté d'ordinaire discrète est ici mise en scène, dévoilée, dans un spectacle qui se veut édifiant et accusateur[31].

Plus encore, la littérature du mouvement, le journal *Partage*, évoquent constamment les cas de suicides pour marquer à la fois la gravité et l'urgence de la situation[32]. Le tract de la manifestation du 11 mai 1982 invite à participer

30 - On ne dispose pratiquement pas de données sur la perceptions des chômeurs par l'opinion publique. Sur la Grande-Bretagne, cf. cependant Williamson (1974) ; Cantril & Cantril (1978) ; Schlackman Research Organisation (1978) ; sur les Pays-Bas, cf. Maassen & De Goede (1989). Voir également à propos des controverses dans les médias à propos des chômeurs parasites : Deacon (1978) ; Golding & Middleton (1978). Toutefois ces études sont souvent anciennes et ne concernent pas la France. Or, il y a de fortes chances que la sensibilité de l'opinion au problème du chômage soit en partie fonction de l'étendue de celui-ci.

31 - Selon *Partage*, "150 journalistes de la presse française et internationale, 200 travailleurs sociaux, une cinquantaine de militants et de dirigeants syndicalistes, des hauts fonctionnaires, des parlementaires, un ambassadeur et un ministre (H. Bouchardeau, ministre de l'Environnement) (...) ont visité la maison des chômeurs de Paris".

32 - Sur l'utilisation et l'impact des rhétoriques de l'urgence dans le discours des mouvements, cf. Turner,1969 ; Gamson & alii, 1982 ; Mac Adam, 1982 ; Snow & alii, 1986 ; Benford, 1987.

"contre la misère, la solitude, le désespoir qui provoquent des suicides de plus en plus nombreux de chômeurs". Un autre tract du 30 mai 1985 va encore plus loin en reproduisant des extraits de courrier :

"(...) à présent je crève tout doucement dans la solitude et tout le monde s'en f.... Je commence à m'en f... moi-même d'ailleurs. Ne dépensez plus de timbres pour moi. Je souhaite bonne chance à votre association qui évitera peut-être à d'autres de finir comme moi".

"Si je vous écris c'est que je suis vraiment dans la détresse. Je ne touche aucune indemnité. Je n'en peux plus, je crois que si ça dure encore quelques temps, je vais me suicider. La vie n'est plus possible pour moi"[33].

Cette instrumentalisation funèbre n'est pas nouvelle et se rattache à une tradition du mouvement ouvrier remontant au milieu du XIX° siècle. Jules Vallès, par exemple, ne définissait-il pas les sans emploi comme *"ceux qui n'ont plus peur d'être délivrés de la mort*[34]*"*? Aussi bien, les feuilles anarchistes, possibilistes, collectivistes, etc. de la fin du siècle dernier se sont constamment attachées à signaler dans leurs colonnes les morts du chômage, la revue anarchiste *La Misère* allant même jusqu'à créer une rubrique intitulée "statistiques du désespoir" (Lecerf, 1992).

L'instillation d'un sentiment d'urgence se marque encore par le jeu sur la mauvaise conscience du public et sur les réflexes de peur[35]. On dénonce constamment *"la France des privilégiés et de tous les corporatismes"*, remettant en cause la sécurité des salariés et principalement le statut des fonctionnaires[36] afin de susciter l'idée que le chômage n'est pas un problème sectoriel. Dans la pratique, cette position se traduit

33 - Cf. aussi le post-scriptum d'une lettre adressée à tous les adhérents et sympathisants pour demander un soutien financier : "à l'instant, on nous signale le suicide, jeudi 12 août, près de Marseille ,d'un chômeur de 35 ans, A. Roche, marié et père d'une petite fille. Il ne pouvait pas supporter sa situation de chômeur".

34 - *Le Cri du peuple* du 12 novembre 1883.

35 - Sur l'usage rhétorique de la peur et des émotions dans la manipulation symbolique des mouvements, cf. Benford (1987).

36 - Ce qui s'explique d'autant mieux qu'une des revendications de politique générale du syndicat est le partage du temps de travail, lequel implique une diminution des ressources des salariés.

aussi bien par des appels aux travailleurs solidaires lors des manifestations que par l'investissement des cantines des ministères à l'heure des repas. Dans ce dernier type d'action, la mise en accusation et le désir de jouer sur la mauvaise conscience sont censés *"rompre le cercle de l'indifférence"* (interview, M. Pagat).

Le syndicat joue sur la peur en développant l'idée que sans modification notable de la situation, et sans encadrement militant, les chômeurs pourraient bien se révolter. Dans une lettre circulaire adressée au députés et sénateurs, M. Pagat écrit: *"à la veille du 14 juillet, des ouvriers ardennais menacés de licenciement et exaspérés par les promesses non tenues, ont mis le feu au château de La Buchère, propriété d'Usinor. Cet acte brutal trahit l'extrême désespoir et la colère des sidérurgistes devant l'impuissance des pouvoirs publics à enrayer le chômage. Le syndicat a toujours préconisé des méthodes d'action non violentes. Mais aujourd'hui, devant la montée du chômage et l'aggravation de ses conséquences pour les chômeurs les plus défavorisés, nous sommes dans l'obligation morale de vous adresser une mise en garde.(...) Ce qui vient de se passer au château de La Buchère constitue pour tous un sérieux avertissement"* (15/07/82).

Chances de succès et mobilisation pour l'action

Enfin, la dernière difficulté qui s'est posée au mouvement dans son travail de mobilisation, et sans doute la plus problématique, a été de convaincre son potentiel mobilisable des chances de succès de l'action collective. En effet, l'engagement effectif, toujours coûteux, dépend en partie des rétributions attendues. Aussi est-il intéressant de comprendre de quelle façon le syndicat à cherché à susciter l'optimisme des militants alors même qu'il se savait incapable d'obtenir une suppression, voire une diminution du chômage.

D'abord, le syndicat cherche constamment, depuis sa création, à faire admettre par ses adhérents et par le public que son action a été suivie d'effets à plusieurs reprises. Par exemple, le journal *Partage* a porté à son crédit l'émergence du problème des nouveaux pauvres en 1984, l'instauration du *RMI*

en 1989, et M. Pagat n'hésite pas à affirmer *"l'influence grandissante du journal Partage qui est un instrument efficace de diffusion de nos idées, puisqu'il est lu maintenant de façon régulière dans les ministères, les administrations, par les secrétaires d'Etat et quelquefois les ministres"*[37]. Si dans les premières années du mouvement les militants ont pu être sensible à une telle rhétorique (notamment en raison de la faconde du leader et des relations politiques dont il se flattait), il semble qu'à partir des années 1985-1986, ce type d'argumentation n'ait plus eu d'effet.

Mais, surtout, le mouvement a dû dès le début compenser une faible participation en ayant recours à une mobilisation symbolique. En effet, on sait que la décision de participation individuelle dépend assez largement des prévisions de chacun quant à la participation globale au mouvement[38]. Or le syndicat n'a jamais réussi à rassembler plus de quelques centaines de personnes. C'est pourquoi dans ses communiqués et dans *Partage* la représentation "naturelle" des deux puis trois millions de chômeurs est constamment revendiquée et présentée comme acquise. Mais également, on s'attache d'une part à fédérer les initiatives déjà existantes[39] et, d'autre part, à mobiliser des soutiens prestigieux extérieurs au mouvement. Ce recours à des "autorités morales et intellectuelles" devait notamment permettre selon les dirigeants de compenser le manque de base militante en donnant aux chômeurs susceptibles de les rejoindre l'impression d'une large reconnaissance du mouvement et d'une influence réelle sur l'opinion.

Bientôt déçu dans ses attentes vis-à-vis des personnalités politiques et des intellectuels, le syndicat s'en tient très vite à rechercher l'appui des églises à travers leurs associations

37 - Le leader du syndicat reconnaît cependant en privé que si le journal continue à être adressé à toutes les administrations, pratiquement aucun abonnement n'a été souscrit,"nous nous heurtons à un mur de silence et d'indifférence" (interview M. Pagat).

38 - Cf. Schelling, 1986 ; Chong, 1991.

39 - Il semble que dès ses débuts le syndicat ait obtenu l'adhésion de petites associations, comme *Chomagir* à Grenoble l'*Association des chômeurs d'Herblain* à Nantes, etc. Ces associations locales sont alors aussi diverses que précaires.

caritatives. Cet appui devient ouvert à partir de décembre 1982, au moment de la grève de la faim de M. Pagat. Le 22 décembre, celui-ci participe à Rennes à une conférence de presse et à un meeting auquel participe Mgr Plateau, évêque auxiliaire de Rennes. Le 25 décembre, jour du début de la grève, une trentaine de militants "occupent" l'église Saint-Vincent de Paul à Clichy. L'occupation dure jusqu'au 1° janvier et *A2* se déplace pour interviewer le leader[40]. Dans la foulée, un appel est adressé aux communautés chrétiennes signé par un comité de soutien composé de Mgr Plateau, Mgr Guyon, cardinal-archevêque de Rennes, le père Gérard Marle et le pasteur Pierre Marchand. Ces liens avec les églises s'institutionnalisent en février 1984 avec la création du *CCSC (Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs)* que le pasteur Marchand justifie ainsi : *"on ne peut se dire au service des plus abandonnés et se défiler quant les exigences de la solidarité nous dérangent et exigent de nouveaux modes d'intervention (...). Une nouvelle classe d'exclus apparaît sous nos yeux. (...) L'heure est venue pour les chômeurs de prendre la parole et de s'organiser ; et nous devons les aider à le faire (...). Nos communautés chrétiennes doivent créer des espaces de rencontre et de fraternité avec les chômeurs"*. Le comité se donne explicitement pour but d'informer et de sensibiliser les chrétiens au problème du chômage (notamment par la presse catholique) et les invite à soutenir financièrement l'organisation. A partir de ce moment, l'existence du syndicat et sa pérennité est assurée, quelle que soit sa capacité à mobiliser et/ou à obtenir des concessions du gouvernement. Ceci explique son existence encore aujourd'hui malgré l'absence de mobilisation effective.

En effet, malgré tous ses efforts pour se faire entendre, pour redéfinir la perception de leur situation par les chômeurs et pour les pousser à se mobiliser, le mouvement a petit à petit perdu la base militante qu'il avait su constituer au départ. Les activités de pression (conférence de presse,débats, etc.) ont fini par remplacer complètement les actions protestaires, alors même que le syndicat n'a obtenu aucune reconnaissance officielle de la part de l'Etat. Conséquence directe de cette

40 - Diffusée au journal de 12H45 le 26 décembre.

modification des modes d'action, l'organisation a renoncé à toute ambition politique pour se cantonner à des activités caritatives (à travers les services proposés dans les maisons de chômeurs) et de réinsertion avec les centres d'économie sociale[41].

Dans une dernière partie, nous essaierons de montrer comment cet échec peut s'expliquer en grande partie par la rigidité de l'environnement socio-politique, lequel a eu pour effet de restreindre les opportunités politiques disponibles pour les mouvements de chômeurs.

Le poids de la structure des opportunités politiques

Nous avons fait jusqu'à présent comme si le travail de persuasion mené par les mouvements, leur effort de formulation des tensions et d'articulation des revendications n'était soumis à aucune contrainte externe. Or, les contextes macro-sociaux déterminent la forme, l'intensité, voire l'existence des processus micro-sociaux mis en oeuvre dans la transformation des perceptions individuelles. De ce point de vue, si l'introduction de la notion de potentiel de mobilisation nous a permis de faire le lien conceptuel entre les conditions structurelles des groupes et l'action collective, l'étude de la structure des opportunités politiques[42] permet de faire le lien entre les différentes conditions externes de la mobilisation (Kitschelt, 1988).

Les processus d'interprétation et de construction du sens sont des processus sociaux et, à ce titre, s'inscrivent dans une interaction entre les individus et dans des contextes donnés, c'est-à-dire dans un champ multiple d'organisations alliées ou concurrentes. Il faut donc étudier les réseaux d'organisations et les systèmes d'alliance et de conflit dans lesquels les mouvements sont pris, si l'on veut replacer les stratégies de persuasion dans un environnement dynamique.

41 - C'est-à-dire des lieux devant permettre la réinsertion dans le monde du travail par ... la production de produits agricoles. Le premier centre, installé au château de Bais, en Mayenne, est prêté par un ancien militant *MRP*. Le syndicat dispose encore, depuis peu de temps, d'un couvent mis à disposition par une communauté religieuse.

42 - Cf. le chapitre introductif pour l'explicitation de ces concepts.

Dans cette perspective, il nous semble que l'échec du syndicat des chômeurs tient à trois phénomènes : l'existence, d'une part, d'un champ d'organisations déjà fortement structuré. En effet, depuis plus de cinquante ans, le chômage est largement pris en compte par l'Etat à travers des procédures normales mettant en jeu à la fois des institutions de placement et d'indemnisation, des analyses économiques, des programmes de lutte, etc. S'ajoutent à cela les centrales syndicales et les organisations caritatives qui, elles-aussi, selon des modalités diverses, revendiquent une prise en charge des sans emploi (cf. Whiteley & Wineyard, 1987) ; d'autre part, le faible degré de différenciation des groupes de références sur la question de l'emploi. Ce dernier point repose sur l'hypothèse selon laquelle plus ces groupes (médias, gouvernement, partis et syndicats, autres mouvements) sont différenciés, à la fois entre eux et dans leur composition interne, plus un mouvement a de chances de succès (Neidhart & Rucht, 1992).[43] Enfin, le soutien d'abord discret, puis exclusif, des communautés chrétiennes a eu pour effet d'anesthésier toute possibilité revendicative en empêchant la qualification politique du problème et toute action revendicative.

Les effets politiques de la gestion étatique du chômage

C'est dans l'expérience de la crise des années trente que s'affirme la définition actuelle de la catégorie chômeur et que s'institutionnalise véritablement un statut des sans emploi[44]. S'élaborent alors des modèles de représentation et d'objectivation permettant de régler les relations des agents sociaux entre eux. En l'occurence, la position de chômeur est

43 - Sur ce point, cf. l'introduction à cet ouvrage.

44- Etant entendu que le sujet ne devient acteur social doté d'un statut que par une opération de classement (classer signifiant ici que l'on peut associer des places déterminées aux individus). Autrement dit, il s'agit de "leur attribuer un symbole en les représentant et, à partir de là, de les mettre en relation avec d'autres. Ce symbole peut être un nom, un numéro, un signe ou plus exactement un signifiant quelconque. L'acte de naissance du sujet social est l'acte qui lui confère un nom", écrit M. Guillaume dans *Eloge du désordre* (Gallimard, 1978, p 95). Cf. aussi à ce propos les travaux de L. Boltanski et le livre de R. Salais (1986) où l'on trouve une histoire de la constitution de la catégorie depuis la fin du XIX° siècle.

clairement définie par rapport à l'emploi salarié qui, lui, constitue la norme de référence des représentations à l'égard du travail. Ces procédures sociales d'enregistrement créent des regroupements dotés par ce fait d'une certaine homogénéité sociale et dont le contrôle est disputé. C'est à travers cette représentation de l'ensemble des chômeurs en termes de travailleur privé d'emploi qu'un réseau d'institutions officielles s'est constitué, qui a pour effet de rendre difficile les tentatives de regroupement et d'organisation des chômeurs.

Cela tient premièrement au fait que ces institutions -*ANPE, ASSEDIC, UNEDIC*- sont les premières instances vers lesquelles se tournent les personnes privées d'emploi, que ce soit pour les prestations de service offertes -indemnisations, recherche d'un emploi ou de stages- ou pour la demande de renseignements. Les organisations de chômeurs ne constituent donc pas un recours obligé au même titre que les syndicats peuvent l'être, par exemple, pour les travailleurs menacés de licenciement. Il en résulte que les maisons de chômeurs sont une sorte de dernier recours, aprés que toutes les possibilités offertes par l'administration sont épuisées. Ceux des chômeurs qui voient satisfaits leurs besoins par ces institutions -retrouver un emploi, bien sûr, mais aussi obtenir une indemnisation suffisante- ne se trouvent pas de bonnes raisons de venir et ceux qui adhèrent au syndicat à travers les maisons de chômeurs se révèlent être les plus démunis, les moins capables d'utiliser avec profit les structures administratives, ce qui n'est pas sans effet sur la capacité de mobilisation et d'action du mouvement[45]. De là découle l'aspect quelquefois très conflictuel des relations qu'entretiennent certaines maisons de chômeurs avec les ou les *ASSEDIC*. Par exemple, de nombreux directeurs d'*ANPE* refusaient que les militants, une fois par mois, distribuent des tracts aux sans emploi venus actualiser leur carte.

Par ailleurs, l'intervention institutionnelle, en fournissant apparemment des cas déjà instruits, finit par imposer sa

45- D. Schnapper (1981) remarque que les chômeurs qui utilisent au mieux de ses possibilités le système de protection sociale et d'indemnisation sont aussi ceux qui possédent le capital social et culturel le plus fort du groupe des sans emploi.

définition de la personne collective. Or, ce travail social qui s'effectue autour de la position de chômeur produit des effets importants quant à la mobilisation. D'abord, nous l'avons vu, les procédures sociales d'enregistrement et de classement des chômeurs selon de multiples catégories ont pour effet de briser, dans l'ordre des représentations, l'homogénéité du groupe, avec notamment la séparation stricte entre travailleurs précaires et sans emploi. D'autre part, les différences introduites par l'instauration d'une "problématique de l'ayant droit" ont pour effet, depuis leur mise en place dans les années trente, de provoquer une ségrégation de fait entre les bénéficiaires des différents types d'indemnités, et donc des divergences d'intérêt et d'attentes[46].

Enfin, l'existence d'un réseau d'institutions chargées de gérer le chômage dans des relations toujours individualisées, a pour effet de présenter la perte d'emploi et les problèmes généraux du chômage comme ne relevant pas d'une logique politique mais bien plutôt d'une crise économique globale et d'une inadaptation de l'offre et de la demande. La réponse apportée par l'Etat en termes d'assistance, d'aide aux personnes, apparaît dans cette perspective comme la preuve qu'il est impossible de combattre le chômage lui-même, la seule solution étant d'en gérer les effets. Sur ce point, il existe un large consensus entre les organisations syndicales, les partis politiques, les médias, et l'ensemble du système politico-administratif, pour s'en tenir à une présentation globalisante du problème en termes de crise internationale, de contrainte extérieure, de fatalité économique. Plus encore, l'absence de solutions à proposer de la part des élites économiques et politiques s'est quelquefois résolue par le silence pur et simple. On pense notamment à la campagne électorale des élections législatives de 1986, pendant laquelle le thème du chômage, première préoccupation des Français, ne s'est vu accorder

46- Il est remarquable que la *CGTU*, qui avait réussi en 1932-33 à mettre sur pied un réseau assez dense de comités chômeurs regroupant prés de 300 000 personnes, ait fait porter largement ses revendications sur le refus des effets induits par l'étiquetage et la sélection de la population au chômage comme étant "des moyens de diviser la classe ouvrière". Cf. à ce propos le texte du *VI° congrés national ordinaire de la CGTU*, 1933, rapporteur Ch.Tillon.

qu'une importance périphérique par la presse (Missika & Bregman, 1986).

Ce manque de différenciation dans les analyses dominantes du chômage constitue un obstacle majeur à toute mobilisation des sans emploi. Le syndicat a d'ailleurs plusieurs fois présenté les décisions gouvernementales relatives à la gestion du chômage comme des modes de traitement périphériques dont le but serait moins de résoudre le problème que d'en limiter les effets. Pourtant, la dénonciation du traitement social du chômage est incompatible avec la revendication de mesures d'urgence provisoires et la contradiction est encore plus forte lorsque l'Etat fait bénéficier les organisations de subventions au titre de l'assistance, ou lorsqu'il propose aux maisons de chômeurs de participer à l'instruction des dossiers de *RMI*, ou à la mise en place de projets d'insertion. Dans les deux cas, les organisations se voient offrir à la fois des ressources financières et une intégration aux instances de concertation et de négociation. Cette contradiction entre le travail social et le travail militant ne favorise pas en définitive la réussite d'une rhétorique persuasive.

Les contraintes liées au secteur du mouvement social

Au-delà des rapports à l'Etat, le soutien ou l'hostilité d'autres groupes contribue généralement au succès ou à l'échec des mouvements. L'action des organisations caritatives, qui a connu un regain d'activité depuis le début des années 1980, a paradoxalement constitué un frein au développement du mouvement des chômeurs. D'abord, certaines d'entre elles ont traditionnellement pour ambition de venir en aide aux sans emploi, et de les encadrer dans des structures diverses[47]. On peut dire "qu'elles chassent sur les mêmes terres" que les mouvements de chômeurs. Par ailleurs, elles ont l'avantage

47- A cet égard, l'action de la *JOC* (*Jeunesse ouvrière chrétienne*) constitue un exemple d'initiative visant à encadrer les chômeurs. C'est en 1979 que le conseil national de la *JOC* décide de soutenir les jeunes chômeurs en créant une infrastructure permanente avec le soutien de l'église. L'organisation revendiquait en 1987 près de 350 comités chômeurs et plus de 150 équipes à l'oeuvre dans toute la France.

d'être principalement des organisations de secours et d'assistance, c'est-à-dire répondant mieux aux besoins des sans emploi les plus démunis que les maisons de chômeurs, lesquelles sont toujours tiraillées entre leurs ambitions militantes et la nécessité de l'assistance. Il en résulte des "effets pervers", puisque les associations se voient obligées de consacrer toute leur énergie à l'assistance afin de pouvoir tenir tête aux organisations caritatives et finissent par négliger l'activité militante. *"Il n'y a pas 36 solutions possibles"*, déclare le directeur de la maison d'Hasparren (près de Bayonne), *"on est coincés entre l'obligation de développer les services d'assistance, même si ça va contre nos principes, et le risque de ne plus voir personne. Le problème c'est que les chômeurs veulent d'abord qu'on les aide à régler leurs problèmes personnels, de subsistance, et c'est bien normal. Ce n'est qu'ensuite que certains restent avec nous pour le travail militant. (...) Alors vous comprenez, les associations caritatives, avec les moyens qu'elles ont... C'est très difficile* ".

Enfin, ces multiples institutions, souvent religieuses, contribuent largement à la production d'un travail symbolique de désignation de la population au chômage en termes de population affaiblie devant bénéficier de la solidarité de ceux qui travaillent (appels aux dons, etc.) et de la charité de tous. Le texte publié par les évèques de France en octobre 1984, *Attention pauvretés !*, est un bon exemple de ce type de discours[48]. Or, justement, le *Syndicat des chômeurs*, comme les autres associations adhérentes du mouvement national, s'insurge contre l'indistinction entre la pauvreté traditionnelle et la nouvelle pauvreté, née en partie des effets induits par le chômage. L'enjeu de cette dénonciation est d'autant plus fort que les organisations de chômeurs se voient constamment ramenées, et par l'opinion, et par les pouvoirs publics, à un type un peu particulier d'institutions charitables, sans buts proprement politiques. M. Pagat marque d'ailleurs son hostilité à cette confusion entre l'assistance et les questions de nature politique, déclarant dans *Les Temps modernes* (1987) : *"Je n'aime pas l'expression de pauvres pour les chômeurs. Les*

48- Texte publié à la suite des travaux de la commission de l'épiscopat français présidée par Mgr J. Rozier.

chômeurs sont des gens qui se trouvent dans une situation de précarité ou d'exclusion parce qu'ils ont perdu leur emploi, et ça n'a rien à voir avec les cas sociaux. (...) Il y a dans les initiatives qui sont prises actuellement quelque confusion, on ne va pas ouvrir dans toute la France des centres d'hébergement et des soupes populaires pour apporter des solutions aux problèmes des chômeurs mal indemnisés. (...) D'abord les chômeurs ont leur fierté et, ce qu'il faut, c'est une indemnité correcte, un minimum chômage comme il y a un SMIC ou un minimum vieillesse". Au-delà d'une querelle de mot, il y a là une lutte pour les moyens politiques de la reconnaissance. L'enjeu essentiel est ici encore la qualification du problème, c'est-à-dire celui de la reconnaissance du mouvement des chômeurs comme acteur social et politique. Cependant, étant donné l'ampleur du soutien financier apporté par les communautés religieuses et leur visibilité, le syndicat a bientôt renoncé à toute tentative de distinction entre une stratégie caritative et une stratégie politique.

Un autre point sans doute essentiel dans l'explication des difficultés liées à l'environnement du mouvement réside dans l'opposition frontale avec les syndicats et les autres organisations de chômeurs. Dès ses débuts le mouvement s'est placé dans une situation conflictuelle par rapport aux organisations ouvrières. A.Mora (1987) raconte d'ailleurs comment, en 1981, les syndicats accusèrent M.Pagat de vouloir séparer les actifs des inactifs et favoriser les divisions de la classe ouvrière, s'insurgeant contre l'idée d'organiser les chômeurs en dehors du mouvement ouvrier et revendiquant le monopole de la représentation des travailleurs, qu'ils soient en activité ou non. "*Pagat est un provocateur* ", lit-on dans une publication de la *CFDT*[49].

Pourtant, les dirigeants du mouvement ont tenté dans les premières années une série d'ouvertures vers les syndicats (essentiellement la *CFDT*). Ainsi, le premier mai 1982, un stand avait été installé place de la Bastille où se déroulait la fête de la *CFDT*. Le 27 mai, une délégation s'était rendue au congrès de la même centrale, à Metz. Les dirigeants sollicitent une rencontre avec E. Maire afin d'étudier les possibilités

49 - In "Commune Paris UD 75", *supp. CFDT*, n°138, Avril 1982.

d'initiatives communes pour la défense des intérêts des chômeurs. Fin septembre, suite à la question d'un militant du syndicat, E. Maire affirme sur *A2* la *"nécessité pour les chômeurs de se rassembler dans une organisation, en liaison avec les grandes centrales syndicales, soit d'une manière autonome"* et le bureau national de la *CFDT*. reçoit le bureau du syndicat des chômeurs le 6 octobre 1982. Cependant les concessions n'iront pas plus loin et les tentatives d'ouverture dont le syndicat des chômeurs aurait pu profiter en terme d'appui tactique et logistique demeurent sans suite. Les mois d'octobre-décembre vont marquer une rupture nette qui dure encore actuellement. Le 12 octobre 1982, le bureau dénonce dans un communiqué "*la recherche d'un accord entre patronat et syndicat qui impliquerait de lourdes économies sur le dos des chômeurs* " et le tract de la manifestation du 19 octobre annonce que "*le patronat ose demander 20 milliards d'économies* " et que "*les syndicats ont accepté près de la moitié* ".

L'opposition entre le mouvement des chômeurs et les syndicats, tient sans doute en grande partie à la difficulté pour ces derniers de reconnaître une nouvelle organisation syndicale, ce qui reviendrait à admettre leur échec à défendre certains groupes sociaux. D'ailleurs, dès les premières actions du syndicat les grandes centrales réactivent les comités chômeurs mis en place dans le courant des années 1970, tout en insistant avec force sur le fait qu'elles ont été les premières à rassembler les sans emploi au sein de collectifs organisés.

La véritable concurrence qu'entend mener le syndicat des chômeurs vis-à-vis de la *CGT*, de la *CFDT* et de *FO* se manifeste dans le choix même de la dénomination de l'association créée en 1982 : "le *Syndicat des chômeurs*". S'intituler syndicat revenait à se placer de façon très claire en situation de concurrence -du moins sur le plan symbolique- avec les organisations ouvrières. Cela va plus loin même avec l'idée toujours réaffirmée par la suite que, les syndicats ayant changé de nature, il est nécessaire de revenir aux sources du mouvement ouvrier. *"Le syndicalisme authentique"*, déclare M.Pagat, *"ce n'est pas le triomphe des égoismes et des corporatismes. Les valeurs fondamentales du mouvement*

ouvrier c'est le partage, c'est la solidarité, c'est la convivialité. Toujours, lorsqu'il est resté fidèle à son impératif premier, le syndicat a défendu par priorité (...) les plus paumés, les plus abandonnés, les plus exploités (...) Par bien des aspects nos maisons de chômeurs qui s'organisent dans la France entière ressemble aux débuts héroiques des bourses du travail de Ferdinand Pelloutier et nos méthodes ne sont pas sans rappeller celles du syndicalisme d'action directe qui constitue le fond commun originel de toutes les grandes centrales syndicales ouvrières de notre pays"[50].

L'affirmation d'un retour aux valeurs fondamentales du mouvement ouvrier souligne la "trahison" des syndicats en même temps qu'elle construit une filiation prestigieuse. L'appropriation symbolique de tout un héritage "culturel" a pour fonction de conférer une force et une légitimité historique puissante au mouvement. On retrouve ensuite de façon permanente cette dialectique tradition-rupture dans les rapports du syndicat avec les organisations ouvrières, le retour aux valeurs fondamentales du syndicalisme ne pouvant se faire que par la condamnation, l'exclusion de celles-ci.

Quant aux autres organisations de chômeurs qui peu à peu se sont créées après 1982, elles ont également contribué à l'affaiblissement du syndicat puis du *Mouvement national des chômeurs*, notamment après la scission de 1984 et la création de la *Fédération nationale des chômeurs* par M. Vergely fin 1985. La fédération obtient des crédits de l'Etat et une lutte s'engage entre les deux organisations avec des tentatives de délégitimation dont aucune ne sort grandie ; bien au contraire, les divisions et les dissensions ont largement contribué à discréditer les organisations de chômeur dans leur entier, notamment aux yeux des médias, soulevant des interrogations -quelquefois fondées- sur l'utilisation des fonds de l'Etat, sur les engagements politiques des uns et des autres. Ce dernier point suggère encore que dans l'étude de l'environnement des mouvements, l'on ne mette pas seulement l'accent, comme on le fait généralement, sur les soutiens extérieurs que reçoit telle ou telle organisation mais aussi sur le rôle des organisations "indigènes" qu'elles soient alliées ou rivales.

50 - Propos parus dans le journal *Partage* en juin-juillet 1985.

Conclusion

La mobilisation des ressources n'a pas vu que l'existence d'organisations et de ressources ne suffisent pas toujours à produire des demandes. Pour rendre compte du succès ou de l'échec d'une action collective, il faut tenir compte d'une part des obstacles psychologiques et cognitifs à la mobilisation et d'autre part des contraintes externes liées à la structure des opportunités politiques. Encore faudrait-il, pour affiner l'analyse, s'intéresser de près aux rhétoriques mises en oeuvre par les différents agents et à leur impact sur l'opinion (des "spectateurs" aux militants), comme l'a fait Gamson (1992).

Par ce déplacement du regard, nous avons pu expliquer pourquoi, malgré tous ses efforts et l'existence de ressources non négligeables, le *Syndicat des chômeurs* n'est finalement pas parvenu à susciter une mobilisation d'envergure. Encore faut-il insister sur l'ambiguité de la notion d'échec. Celui-ci peut aussi bien se mesurer à la capacité de mobilisation (c'est-à-dire la capacité à susciter l'adhésion autant que celle à faire participer, par exemple dans des manifestations) qu'à la faculté d'un mouvement à obtenir des concessions. S'il ne fait pas de doute que le syndicat a échoué à entraîner les chômeurs dans l'action collective, il est plus difficile de mesurer son échec stratégique. Pour cela, il faudrait d'abord savoir si la perception publique du chômage a changée ou non ces dix dernières années (et nous avons souligné plus haut l'absence de données d'enquête sur la question) pour ensuite apprécier dans quelle mesure ce changement est imputable à l'action du syndicat ou a toutes autres composantes sociales ou politiques.

Enfin, comme nous le suggérions dans l'introduction à ce volume, l'impact d'un mouvement a toutes les chances de dépendre de la structure de l'Etat et du système politique. Sur ce point, seule une étude comparative (à la fois dans le temps et dans l'espace) de l'impact différentiel du traitement du chômage dans les pays industrialisés permettrait de souligner les facteurs qui, dans la structure des opportunités politiques, sont les plus déterminants de la faiblesse relative des mobilisations de sans emploi.

Olivier Fillieule, IEP-CEVIPOF

Ouvrages et articles cités

Acker. F (1991) : "La Fonction de l'infirmière. L'imaginaire nécessaire", *Sciences sociales et santé*, vol IX, n°2, juin, pp 123-143.
Affichard. J & Foucauld. J. B (de) (1992) : *Justice sociale et inégalités*, Paris, Editions Esprit.
Altheide. D. L & Gilmore. R. P (1972) : "The Credibility of Protest", *The American Sociological Review*, 37 (1), pp 99-108.
Austin. J. L (1970) : *Quand dire c'est faire*, Le Seuil, Paris.
Bagguley. P (1991) : *From protest to acquiescence. Political Movements of the Unemployed*, Macmillan Education LTD, London.
Balme. R (1990) : "L'Action collective rationnelle dans le paradigme d'Olson", *L'Année sociologique*, vol 40, pp 263-285.
Barker. A et alii (1984) : "Trades Unions and the Organisation of the Unemployed", *British Journal of Industrial Relations*, 22, (3), pp 391-404.
Bénévise. N (1993) : *Journal d'une infirmière*, Plon, Paris.
Benford. R. D (1987) : *Framing Activity, Meaning, and Social Movement Participation*, thèse non publiée, microfichée, Ann Arbor, Mi.
Berger. P & Luchman. Th (1986) : *La Construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens Klincksieck, (1° édition anglaise en 1966).
Birnbaum. P & Leca. J (dir) (1986) : *Sur l'individualisme*, Paris, Presses de la FNSP.
Birnbaum. P (1989) : "L'Impossible Etat à l'américaine", *L'Etat de la France*, La découverte, pp.346-351.
Blumer. H (1951) : "Collective Behavior", in Mac Lung Lee, A (dir), *Principles of Sociology*, Barnes et Noble, (1° édition en 1939), pp 166-222.
Blumer. H (1957) : "Collective Behavior", in Gittler. J. B (dir), *Review of Sociology. Analysis of a Decade*, John Wiley & Sons, pp 127-158.
Boltanski. L (1982) : *Les Cadres : la formation d'un groupe social*, Paris, éditions de Minuit.
Bourdieu. P (1963) : *Travail et travailleurs en Algérie*, Paris, Mouton.
Bourdieu. P (1981) : "La Représentation politique", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36-37.
Bourdieu. P (1982) : *Ce que parler veut dire*, Fayard, Paris.
Bourdieu. P (1984) : "La Délégation et le fétichisme politique", *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 52-53, pp 49-55.
Bourdieu. P (1993) : *La Misère du Monde*, Paris, Seuil.
Bourdon. J (1980) : *Les Conflits sociaux dans les magazines d'information télévisée et dans la presse hebdomadaire. 1959-1966*, Mémoire de DEA, IEP Paris.

Brand. K. W (1985) : *Neue Soziale Bewegungen in Westeuropa und den USA*, Francfort et New York, Campus.
Brand. K. W (1990) : "Cyclical Aspects of New Social Movements : Waves of Cultural Criticism and Mobilization Cycles of New Middle-Class Radicalism", in Dalton. R & Kuechler. M (dir) : *Challenging the Political Order*, Oxford University Press, Polity Press, pp 23-42.
Braud. Ph. (1991) : *Le Jardin des délices démocratiques*, Paris, Presses de la FNSP.
Braud. Ph (dir) (1993) : *La Violence politique dans les démocraties occidentales*, Paris, L'Harmattan, collection *Cultures et conflits*.
Burman. P (1990) : *Killing Time, Losing Ground : Experience of Unemployment*, Toronto, Thompson Educational Pub.
Cantril. A. H & Cantril. S. D (1978) : *Unemployment, Government and the American People. A National Opinion Survey*, Washington DC, Public Research.
Carter. G. M (1992) : *ACT UP. The AIDS War and Activism*, Open Magazine, Pamphlet series.
Cautres. B (1989) : "L'effet chômage", in Charlot. M (dir), *L'effet Thatcher*, Economica, Paris,.
Cerny. Ph (1982) : *Social Movements and Protest in France*, Frances Pinter, London.
Césari. J (1991) : "Guerre du Golfe et Arabes de France", *Revue du monde musulman et de la Méditérranée*, N°hors-série: *Crise du Golfe : la logique des chercheurs*, pp 125-129.
Cézard. M (1986) : "Le Chômage et son halo", *Economie et statistique*, n°193-194, pp 77-82.
Champagne. P (1990) : "La Manifestation comme action symbolique", In Favre. P (dir) : *La Manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, pp 329-356.
Chazel. F (1992) : "Les Mouvements sociaux", in Boudon. R (dir), *Traité de sociologie*, chapitre 7, Paris, PUF, pp 263-312.
Chong. D (1991) : *Collective Action and the Civil Rights Movements*, The University of Chicago Press, Chicago, 1991.
Clément. J. M (1990) : *Les Pouvoirs à l'hôpital*, Berger-Levrault, Paris.
Cohen. J. L (1985) : "Strategy or Identity : New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements", *Social Research*, 52, n°4, pp 663-716.
Cohn. R. M & alii (1977) : *The Consequences of Unemployment on Evaluation of Self*, Ann Arbor, Dept. of Sociology, University of Michigan.
Croucher. R (1987) : *We Refuse to Starve in Silence : A History of the National Unemployed Workers' Movement, 1920-1946*, London, Laurence and Wishart.

Cucrowicz. H (1981) : *L'Homme en lambeaux. Les effets du chômage consécutifs à un licenciement économique*, Lille, Lastrée, ronéo.
Curtis. R. L & Zurcher. L. A (1973) "Stable Resources of Protest Movement: The Multi-Organizational Field", *Social Forces*, 52, pp 53-61.
Dagenais. B (1992) : "Media in Crises : Observers, Actors or Scapegoats ?", dans Dagenais. B & Raboy. M (dir) : *Media, Crisis and Democracy*. Londres , Sage.
Dalton. R. & Kuechler. M (dir) (1990) : *Challenging the Political Order : New Social and Political Movements in Western Democracies*, Oxford University Press, Polity Press.
Daniel. W. W & Stilgoe. E (1977) : *Where are they Now ? A Follow-up Study of the Unemployed*, PEP Broadsheet, vol 43, n°572, octobre.
De Nardo. J (1985) : *Power in Numbers*, Princeton, Princeton University Press.
Deacon. A (1978) : "The Scrounging Controversy : Public Attitudes toward the Unemployed in Contemporary Britain", *Social and Economic Administration*, vol 12, pp 120-135.
Debrest. P (1992) : "De l'infirmière coordonnée à la santé unifiée", *Critique communiste*, n°113-1145, janvier, pp 27-30.
Dedecker. R (1991) : *The Right of Asylum in Europe. Some Proposals on Accelerated Procedures for the Twelve Member States*, Genève, UNHCR.
Delgado. G (1986) : *Organizing the Poor. The Roots and Growth of ACORN*, Philadelphia, Temple University Press.
Della Porta. D & Tarrow. S (1986) : "Unwanted Children : Political Violence and the Cycle of Protest in Italy, 1966-1973", *European Journal of Political Research*, 14, pp 607-632.
Demazière. D (1992) : "Les Identités de chômeurs de longue durée", *RFS*, juillet-septembre, XXXIII-3.
Dethyre. R & Zediri-Corniou. M (1992) : *La Révolte des chômeurs*, Laffont, Paris.
Dobry. M (1986) : *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la FNSP.
Dobry. M (1990) : "Calcul, concurrence et gestion du sens. Quelques réflexions à propos des manifestations de novembre-décembre 1986", in Favre. P (dir) : *La Manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, pp 357-386.
Du Haut Cilly. B, Delaporte. F, Gottelly. J (1991) : "Les Infirmiers diplômés d'Etat, formation et emploi : un équilibre fragile", *Solidarité Santé*, n°3, juillet-septembre.
Duhart. J & Charton-Brassard. J (1973) : "Réforme hospitalière et soin infirmier sur ordonnance médicale", *Revue française de sociologie*, vol XIV, n°spécial, pp 77-101.

Dulac. F (1992) : "Du refus de la maladie à une prise en charge exigeante, le rôle des associations issues des milieux homosexuels", dans Favre. P (dir) : *Sida et politique, les premiers affrontements (1981-1987)*, L'Harmattan, pp 61-74.
Dupoirier. E (1992) : "De la crise à la guerre du Golfe : un exemple de mobilisation de l'opinion", *L'Etat de l'opinion*, Paris, Le Seuil.
Durand. C (1981. a) : *Chômage et violence, Longwy en lutte*, Editions Gallilée, Paris.
Durand. C (1981. b) : Présentation au numéro spécial de la *RFS* intitulé "Politiques de l'emploi et action collective", n°23/2.
Durand. J. M (1992) : *Identification de la notion de pacifisme en France et sociologie d'une mobilisation : les "pacifistes" et "anti-guerre" durant la crise du Golfe (août 1990-mars 1991)*, mémoire de DEA, sous la direction de P. Favre, IEP Paris.
Duyvendack. J. W (1992) : *The Power of politics. New Social Movements in an Old Polity : France 1965-1989*, Thèse pour le doctorat d'Etat à l'université d'Amsterdam (à paraître en 1993 chez Boulder, USA, Westview).
Duyvendack. J. W (1993) : "Une "communauté" homosexuelle en France et aux Pays-Bas ? Blocs, tribus et liens", *Sociétés*, N°39, pp 75-81.
Edelman. M (1969) : "Escalation and Ritualization of Political Conflict", *American Behavioral Scientist*, 13, septembre-décembre 1969, pp 231-245.
Edelman. M (1971) : *Politics as a Symbolic Action*, New York, Academic Press.
Edelman. M (1977) : *Political Language : Words that Succeed, and Policies that Fail*, New York, Academic Press.
Eisinger. P. K (1973) : "The Conditions of Protest Behavior in American Cities", *American Political Science Review*, 67, pp 11-28.
Engbersen. G (1989) : "Cultures of Long-Term Unemployment in the New West", *The Netherlands Journal of Social Sciences*, Vol 25, n°2, pp 75-96.
Fantasia. R (1988) : *Cultures of Solidarity : Consciousness, Action and Contemporary American Workers*, Berkeley, University of California Press.
Favre. P & Fillieule. O (1992) : *Manifestations pacifiques et manifestations violentes dans la France contemporaine (1982-1990)*, rapport à l'IHESI, dactyl.
Favre. P & Fillieule. O (1993) : "Engagement, modes de participation et comportements protestataires. L'exemple des manifestations en France dans les années 80", rapport au colloque *L'Engagement politique, déclin ou mutation ?*, 4-6 mars, CEVIPOF, dactyl.
Favre. P (1982) : "La Relation sociale", dans Lennep. J (dir) : *Relation et relations, contribution à l'étude de l'idée et de l'attitude relationnelle*, Crisnée, Liège, Belgique, Yellow Now, pp 123-138.
Favre. P (dir) (1990) : *La Manifestation*, Paris, Presses de la FNSP.
Favre. P (dir) (1992) : *Sida et politique. Les premiers affrontements (1981-1987)*, Paris, L'Harmattan.
Fernandez. R & Mac Adam. D (1989) : Multiorganizational Fields and Recruitment to Social Movements, in Klandermans. B (dir) : Organizing for Change : Social Movement Organization Across Cultures, Greenwich, conn, JAI-Press.
Ferree. M & Miller. F. D (1985) : "Mobilization and Meaning : Toward an Integration of Social Psychological and Resource Perspectives on Social Movements", *Sociological Inquiry*, 55, pp 38-61.
Fillieule. O & Péchu. C (1993) : *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan.
Fillieule. O (1989) : *La Dynamique politique d'une population marginale : les sans emploi*, mémoire pour le DEA d'Etudes Politiques de l'IEP de Paris, sous la direction de P. Favre.
Fillieule. O (1993) : "L'Emergence de la violence dans la manifestation de rue. Eléments pour une analyse étiologique", dans Braud. Ph (dir) : *La Violence politique dans les démocraties occidentales*, Paris, L'Harmattan.
Fireman. B & Gamson. W (1979) : "Utilitarian Logic in the Resource Mobilization Perspective", in Zald. M & Mac Carty. J (dir) : *The Dynamics of Social Movements*, Cambridge Mass, Winthrop.
Folsom. F (1991) : *Impatient Armies of the Poor. The Story of Collective Action of the Unemployed, 1808-1942*, University Press of Colorado.
Foucauld (de). J. B (1993) : "Besoin de spirituel", in *Le Monde des débats*, janvier.
Freeman. J (1975) : *The Politics of Women Liberation*, New York, Longman.
Freidson. E (1984) : *La Profession médicale*, Payot, Paris.
Fryer. D & Ullah. Ph (1987) : *Unemployed People : Social and Psychological Perspectives*, Milton Keynes, England, Philadelphia, PA, Open University Press.
Galland. O & Louis. M. V (1981) : "Chômage et action collective", in "Le Chômage, politique d'emploi et action collective", *Sociologie du travail*, N°23/2.

Gamson. J (1989) : "Silence, Death, and the Invisible Enemy : AIDS Activism and Social Movement "Newness", *Social Problems*, 36, pp 351-367.
Gamson. W, Fireman. B, Rytina. S (1982) : *Encounters with Unjust Authorities*, Homewood, the Dorsey Press.
Gamson. W & Modigliani. A (1989) : "Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power : A Constructionist Approach", *American Journal of Sociology*, 95 (1), pp 1-37.
Gamson. W & Schmeidler. E (1984) : "Organizing the Poor : An Argument with Frances Fox Piven and Richard A. Cloward, *Poor People's Movements : Why They Succeed, how They Fail*", *Theory and Society*, 13, pp 567-585.
Gamson. W (1975) : *The strategy of social protest*, The Dorsey Press, Homewood.
Gamson. W (1984) : *What's News : A Game Simulation of TV News*, NY, The Free Press, 1984.
Gamson. W (1988. a) : "Le Legs de Goffman à la sociologie politique", *Politix*, n°3/4, pp 71-80.
Gamson. W (1988. b) : "Political Discourse and Collective Action", dans Klandermans. B, Kriesi. H, Tarrow. S (dir) : *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research Across Cultures*, Greenwich, Conn, JAI.
Gamson. W (1992. a) : Talking About Politics.
Gamson. W. A (1992. b) : "The Social Psychology of Collective Action", dans Morris. A. D & McClurg Mueller. C (dir) : *Frontiers in Social Movements*, Yale University Press, New Haven and London, pp 53-76.
Gans. H (1979) : *Deciding What's News*, New York, Pantheon.
Garner. R. A, Zald. M (1985) : "The Political Economy of Social Movement Sectors", dans Suttles. G et Zald. M. N (dir) : *The Challenge of Social Control*, Norwood, Ablex, pp 119-145. Republié dans Zald. M. N & Mac Carthy. J. D (dir) (1987) : *Social Movements in an Organizational Society*, Transaction Books, pp 293-318.
Garrigou. L & Lacroix. B (1987) : "Le vote des chômeurs", in *Les Temps Modernes*, novembre-décembre, n°496-497.
Geay. B (1991) : "Espace social et "coordinations" : le mouvement des instituteurs de l'hiver 1987", *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°7, pp 2-24.
Genette. G (1987) : *Seuils*, Editions du Seuil, collection poétique, Paris.
Gerlach. L. P, Hine. V. H (1970) : *Power, People, Change*, Indianapolis, Bobbs-Merill.

Gitlin. T (1980) : *The Whole World is Watching : Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press.
Glasgow University Media Group, (1976 & 1980) : *Bad News* (vol.1) et *More Bad News* (vol.2) Londres, Routledge & Keagan.
Goffman. E (1973) : *La Mise en scène de la vie quotidienne*. Tome 1 : "La Présentation de soi", Editions de Minuit.
Goffman. E (1991) : *Les Cadres de l'expérience*, Minuit, Paris.
Golding. P & Middleton. S (1978) : "Why is the Press so Obsessed with Welfare Scroungers ?", *New Society*, octobre, pp 195-197.
Goodnight. G. T & Poluakos. J (1981) : "Conspiracy Rhetoric : From Pragmatism to Fantasy in Public Discourse", *Western Journal of Speech Communication*, 45, pp 299-316.
Grawitz. M & Leca. J (dir) (1985) : *Traité de science politique*, Paris, PUF.
Gremy. J. P (1991) : "Les Demandeurs d'asile en France en 1990", *Sociétés Contemporaines*, n° 6, juin , pp. 127-156.
Groux. G & Mouriaux. R (1993) : "Syndicalisme sans syndiqués : dimensions et dilemmes", in *L'Engagement politique : déclin ou mutation*, pré-actes du colloque du CEVIPOF, Paris, 4-6 mars 1993.
Gurr. T (1970) : *Why Men Rebel*, Princeton, Princeton University Press.
Hadden. J. K & Swann. Ch. E (1981) : *Prime Time Preachers : The Rising Power of Teleevangelism*. Reading, MA, Addison-Wesley.
Hassenteufel. P (1989) : *Emergence de mouvement identitaires limités et crise de la représentation*, mémoire de DEA, Université de Paris I.
Hassenteufel. P (1991) : "Pratiques représentatives et construction identitaire: une approche des coordinations", *Revue française de science politique*, vol 41, n°1, février, pp 5-27.
Heirich. M (1968) : *The Spiral of Conflict. Berkeley, 1964*, Columbia, Columbia University Press.
Hilgartner. S & Bosk. C. L (1988) The Rise and Fall of Social Problems : A Public Arenas Model", *American Journal of Sociology*, 94 (1), pp 58-78.
Hirsch. E. L (1990) : "Sacrifice for the Cause : The Impact of Group Processes on Recruitment and Commitment in Protest Movements", *American Sociological Review*, 55, pp 243-254.
Hirschman. A (1972) : *Face au déclin des entreprises et des institutions*, Les Editions ouvrières, Paris.
Hobsbawm. E. J (1984) : "Should Poor People Organize ?", in Hobsbawm. E. J (dir) : *Worlds of Labour*, London, Weidenfeld & Nicolson.
Ianova. M (1991) : *Le chômage et ses effets politiques*, OIP, 1991.

Imbert. F (1992) : "Coordination et profession", dans Kergoat (dir) (1992) : *Les Infirmières et leur coordination, 1988-1989*, Lamarre, Paris, pp 67-81.
Inglehart. R (1990) : *Cultural Shifts in Advanced Industrial Societies*, Princeton, NJ, Princeton University Press.
Jahoda. M (1982) : *Employment and Unemployment, a Social-Psychological Analysis*, Cambridge University Press.
Jazouli. A (1986) : *L'Action collective des jeunes maghrébins de France*, Paris, CIEMI & L'Harmattan.
Jeffries. V, Turner. R. H & Morris. R. T (1971) : "The Public Perception of the Watts Riots as Social Protest", *American Sociological Review*, 36 (3), pp 443-451.
Jenkins. J. C & Perrow. Ch (1977) : "Insurgency of the Powerless : Farm Worker Movement (1946-1972), *American Sociological Review*, n°42, pp 249-268.
Jenkins. J. C (1983) : "Resource Mobilization Theory and the Study of Social Movements", *Annual Review of Sociology*, 9, pp 527-553.
Jenkins. J. C (1985) : *The Politics of Insurgency : The Farm Worker Movement in the 1960s*, New York, Columbia University Press.
Jennings. M. K & Van Deth. J (dir) (1990) : *Continuities in Political Action : A Longitudinal Study of Political Orientations in Three Western Democracies*. Berlin, De Gruyter.
Jenson. J (1987) : "Changing Discourse, Changing Agendas : Political Rights and Reproductive Policies in France", in Katzenstein. M & Mueller. C (dir) : *The Women's Movements of the United States and Western Europe : Consciousness, Political Opportunity, and Public Opinion*, Philadelphia, Temple University Press.
Junankar. P. N (1988) : *Very Long-Term Unemployment* : Main Report, Luxembourg, Office for Official Publications of the European Communities, Washington DC.
Katzenstein. M & Mueller. C (dir) (1987) : *The Women's Movements of the United States and Western Europe : Consciousness, Political Opportunity, and Public Policy*, Philadelphia, Temple University Press.
Kelvin. P (1981) : "Work as a Source of Identity : The Implications of Unemployment", *British Journal of Guidance and Counselling*, vol 9, pp 2-11.
Kergoat. D (1992. a) : "La Coordination infirmière, un mouvement de femmes", dans Kergoat (dir) : *Les Infirmières et leur coordination 1988-1989*, Lamarre, Paris, pp 115-125.
Kergoat. D (1992. b) : "Gestion de la mixité dans un mouvement social", dans Kergoat (dir) : *Les Infirmières et leur coordination 1988-1989*, Lamarre, Paris, pp 126-143.

Kielbowicz. R & Scherer. C (1986) : "The Role of the Press in the Dynamics of Social Movements", in : Kriesberg. L (Dir) : *Research in Social Movements, Conflicts and Change*. JAI Press.
Kingsford. P (1982) : *The Hunger Marchers in Britain, 1920-1939*, London, Laurence and Wishart.
Kitschelt. H (1986) : "Political Opportunity Structures and Political Protest : Anti-Nuclear Movements in Four Democracies", *British Journal of Political Science*, 16, pp 57-85.
Kitschelt. H (1988) : "Organization and Strategy in Belgian and West German Ecology Parties", *Comparative Politics*, 20, pp 127-154.
Kitschelt. H (1991) : Resource Mobilization Theory : A Critique", dans Rucht. D (dir) : *Research on Social Movements. The State of the Art in Western Europe and the USA*, Campus Verlag, Frankfurt am Main, Boulder, Westview, pp 323-347.
Klandermans. B (1984) : "Mobilization and Participation : Social Psychological Expansions of Resource Mobilization Theory", *American Sociological Review*, 49, pp 583-600.
Klandermans. B (1986) : New Social Movements and Resource Mobilization: The European and the American Approach", *Journal of Mass Emergencies and Disaster*, 4, pp 13-27.
Klandermans. B (1988) : "The Formation and Mobilization of Consensus" in Klandermans. B, Kriesi. H, Tarrow. S (dir) : *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research Across Cultures*, Greenwich, Conn, JAI, pp 173-196.
Klandermans. B (1990) : "Linking the "Old" and the "New" : Movement Networks in the Netherlands", dans Dalton. R & Kuechler. M (dir) : *Challenging the Political Order : New Social and Political Movements in Western Democracies*, Oxford University Press.
Klandermans. B (1991) : "New Social Movements and Resource Mobilization : The European and the American Approach Revisited", dans Rucht. D (dir) : *Research on Social Movements. The State of the Art in Western Europe and the USA*, Campus Verlag, Frankfurt am Main, Boulder, Westview, pp 17-46.
Klandermans. B, Kriesi. H, Tarrow. S (dir) (1988) : *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research Across Cultures*, Greenwich, Conn, JAI.
Klandermans. B. & Oegema. D (1987) : "Political Networks, Innovations and Barriers. Steps Toward Participation into Social Movements, American Sociological Review, vol 52, pp 519-531.
Knibiehler. Y (dir) (1984) : *Cornettes et blouses blanches : les infirmières dans la société française 1880-1980*, Hachette, Paris.
Komarowsky. M (1940) : *The Unemployed Man and His Family*, New York, Octagon.

Kriegel. A (1970) : *Les Communistes français*, 2° édition.
Kriesi. H (1988) : "The Interdependance of Structure and Action. Reflections on the State of the Art", in Klandermans. B, Kriesi. H, Tarrow. S (dir) : *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research across Cultures*, Greenwich, Conn, JAI, pp 349-368.
Kriesi. H (1989) : "New Social Movements and the New Class in the Netherlands", *American Journal of Sociology*, (94), 5.
Langlois. D (1992) : *Les Partageux ne meurent jamais*, Paris, Les Belles lettres.
Lapeyronnie. D (1987) : "Assimilation, mobilisation et action chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine", *Revue française de sociologie*, vol 28, n°2, pp 287-318.
Lapeyronnie. D (1988) : "Mouvements sociaux et action politique. Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources?", *Revue française de sociologie*, 29, pp 593-619.
Lash. S (1984) : *The Militant Worker. Class and Radicalism in France and America*, London, Heinemann.
Latour. B (1988) : *La Vie de laboratoire*, Paris, La Découverte.
Lauer. R (1981) : *The Meaning and Uses of Social Time*, New York.
Lavau. G (1982) : *A Quoi sert le Parti communiste français ?*, Paris, Fayard.
Lazarsfeld. P, Jahoda. M & Zeisel. H (1982) : *Les chômeurs de Marienthal*, préface de Pierre Bourdieu, Editions de Minuit, Paris.
Le Doaré. H (1992) : "Esquisse pour une double interprétation des événements" dans Kergoat (dir) (1992) : *Les Infirmières et leur coordination 1988-1989*, Lamarre, Paris, pp 85-103.
Lecerf. E (1992) : *La Famine des temps modernes. Essai sur le chômeur*, Paris, L'Harmattan.
Les Temps modernes (1987) : "Chômage et chômeurs", n°11/12.
Liem. R (1987) : "The psychological Cost of Unemployement : A Comparison of Findings and Definitions", in Social Research, vol. 54, n°2.
Linhart. V (1992) : "Les Dix de Renault-Billancourt. Les enjeux d'une mobilisation d'appareil, juillet 1986-décembre 1989", in *Revue Française de Science Politique*, vol. 42, n°3.
Lipiansky. E. M, Taboada-Leonetti. I, Vasquez. A (1990) : "Introduction à la problématique de l'identité", dans Camilleri et alii : *Stratégies identitaires*, P.U.F., Paris, pp 7-26.
Lipsky, M. (1968) : "Protest as a Political Resource", *American Political Science Review*, vol. 62, n°4, pp. 1144-1158. (Traduction française in *Revue Française de Science Politique*, 1981).

Lipsky. M (1970) : *Protest in City Politics. Rent Strikes, Housing and the Power of the Poor*, Chicago, Rand Mac Nally & Company (American Politics Research Series).
Lipsky. M (1981) : "La Contestation comme ressource politique", in Padioleau. J : *L'Opinion publique*, Paris, Mouton,
Litton. I & Potter. J (1985) : "Social Representations in the Ordinary Explanation of a "Riot"", *European Journal of Social Psychology*, 15, 371-388.
Lo. C. (1982) : "Countermovements and Conservative Movements in the Contemporary US", *Annual Review of Sociology*, 8, pp 107-134.
Maassen. G & De Goede. M (1989) : "Public Opinion about Unemployed People in the Period 1975-1985 ; The Case of the Netherlands", *The Netherlands Journal of Social Science*, Vol 25, n°2, pp 97-113.
Mac Adam. D (1982) : *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, The University of Chicago Press.
Mac Adam. D (1983) : "Tactical Innovation and the Pace of Insurgency", *American Sociological Review*, 48, pp 735-754.
Mac Adam. D (1986) : "Recruitment to High Risk Activism : The Case of Freedom Summer", *American Journal of Sociology*, 92, pp 64-90.
Mac Adam. D (1988. a) : *Freedom Summer*, New York, Oxford University Press.
Mac Adam. D (1988. b) : "Micro-Mobilization Context and Recruitment to Activism", in Klandermans. B, Kriesi. H, Tarrow. S (dir) : *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research across Cultures*, Greenwich, Conn, JAI, pp 125-154.
Mac Adam. D (1989) : "The Biographical Consequences of Activism", *American Sociological Review*, 54, pp 744-760.
Mac Adam. D, Mac Carthy. J. D & Zald. M. N (1988) : "Social Movements", in Smelser. N (dir) : *Handbook of Sociology*, Sage publications.
Mac Carthy. J. D & Zald. M. N (1973) : *The Trend of Social Movements in America : Professionalization and Resource Mobilization*, Morristown, N. J. General Learning Corporation.
Mac Carthy. J. D & Zald. M. N (1977) : "Resource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory", *American Journal of Sociology*, 82, pp 1212-1239.
Mac Carthy. J. D & Zald. M. N (dir) (1979) : *The Dynamics of Social Movements*, Cambridge, Mass, Winthrop.
Mac Carthy. J. D & Zald. M. N (dir) (1987) : *Social Movements in an Organizational Society*, Transaction Books.

Mann. P (1990) : "Les Manifestations dans la dynamique des conflits" in P. Favre (dir), *La Manifestation*, Paris, Presses de la FNSP.
Mann. P (1991. a) : *L'Activité tactique des manifestants et des forces mobiles lors des crises viticoles du midi (1950-1990)*, dactyl., Rapport à l'IHESI.
Mann. P (1991. b) : *L'Action collective. Mobilisation et organisation des minorités actives*, Paris, A. Colin.
Marin. L. (1983) : "Une mise en signification de l'espace social : manifestation, cortège, défilé, procession", *Sociologie du Sud-Est*, n°37-38, pp. 13-27.
Marshall. G & alii (1988) : "Political Quiescence Among the Unemployed in Modern Britain", in Rose. D, Newby. H & Vogler. C (dir) : Social Stratification and Economic Change, London, Hutchinson.
Martet. Ch (1993) : *Les Combattants du sida*, Paris, Flammarion.
Martin. D. C (1992) : "Le Choix d'identité", *Revue française de science politique*, vol 42 n°4, août, pp 582-593.
Martin. V (1993) : *Les Attitudes politiques des chômeurs*, mémoire de DEA en science politique de l'IEP de Paris, sous la direction de J. Charlot, Dactylographié.
Mathiot. P & Mouriaux. R (1992) : *Conflictualité en France depuis 1986. Le cas de Peugeot-Sochaux*, Cahiers du CEVIPOF, n°7, FNSP-CNRS.
Mayer. M (1991) : "Social Movement Research in the United States : A European Perspective", *International Journal of Politics, Culture and Society*, vol 4, n°4.
Mayer. N & Perrineau. P (1992) : *Les Comportements politiques*, Paris, Colin, coll. Cursus.
Mayer. N (1993) : "La Mobilisation anti Front National", rapport au colloque *L'Engagement politique, déclin ou mutation ?*, 4-6 mars, CEVIPOF, dactyl.
Melucci. A (1980) : "The New Social Movements : A Theoretical Approach", *Social Science Information*, 19, pp 199-226.
Melucci. A (1983) : "Mouvements sociaux, mouvements post-politiques", *Revue internationale d'action communautaire*, 10, pp 11-44.
Melucci. A (1985) : "The Symbolic Challenge of Contemporary Social Movements", *Social Research*, vol. 52 (4), pp. 789-816.
Melucci. A (1988) : "Getting Involved : Identity and Mobilization in Social Movements", in Klandermans. B, Kriesi. H, Tarrow. S (dir) : *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research across Cultures*, Greenwich, Conn, JAI, pp 329-348.

Melucci. A (1989) : *Nomads of the Present. Social Movements and Individual Need in Contemporary Society*, Philadelphia, Temple University Press.
Mercier. A (1992) : "Les Médias comme espace scénique. Information sur le sida et émergence dans le champ politique", dans Favre. P (Dir) : *Sida et Politique. Les premiers affrontements, (1981-1987)*, Paris, L'Harmattan, pp 109-126.
Mercier. A (1993) : "Médias et violence dans la guerre du Golfe", dans Braud. Ph (dir) : *La Violence politique dans les démocraties occidentales*, Paris, L'Harmattan.
Merleau-Ponty. M (1964) : *L'Oeil et l'esprit*, Paris, Gallimard.
Milgram. S (1974) : *Soumission à l'autorité : un point de vue expérimental*, Paris, Calmann-Lévy.
Missika. J. L & Bregman. D (1986) : "La Sélection des controverses politiques" in Dupoirier. E & Grunberg. G (dir) : *La Drôle de défaite de la gauche*, Paris, PUF, pp 97-116.
Molotch. H (1979) : "Media and Movements", pp 71-93 in Mac Carthy. J & Zald. M. N (dir) : *The Dynamics of Social Movements*, Cambridge, Winthrop, pp 71-93.
Montlibert. Ch (de) (1989) : *Crise économique et conflits sociaux*, Paris, L'harmattan.
Mora. A (1987) : *Les Difficultés d'organisation des chômeurs comme indicateur d'une crise du syndicalisme*, Mémoire pour le DEA de science politique de l'IEP de Paris, sous la direction de G. Lavau.
Morris. A & Herring. C (1987) : "Theory and Research in Social Movements : A Critical Review, dans Long. S (dir) : *Annual Review of Political Science*, 2, pp 138-198.
Morris. A (1984) : *The Origins of the Civil Rights Movement : Black Communities Organizing for Change*, New York, Free Press.
Morris. A. D & McClurg Mueller. C (dir) (1992) : *Frontiers in Social Movements*, Yale University Press, New Haven and London.
Mottl. T. L (1980) : "The Analysis of Counter-Movements", *Social Problems*, 27, pp 620-635.
Neidhart. F & Rucht. D (1991) : "The Analysis of Social Movements: The State of the Art and Some Perspectives for Further Research", dans Rucht. D (dir) : *Research on Social Movements. The State of the Art in Western Europe and the USA*, Campus Verlag, Frankfurt am Main, Boulder, Westview, pp 421-460.
Nelkin. D & Pollack. M (1981) : *The Atom Besieged : Extraparliamentary Dissent in France and Germany*, Cambridge, MA, MIT Press.
Noblecourt. M (1990) : *Les Syndicats en question*, Paris, Editions Ouvrières.

Noiriel. G (1991) : *La Tyrannie du national. Le droit d'asile en Europe, 1793-1993*, Paris, Calmann-Lévy.
Oberschall. A (1973) : *Social conflicts and social movements*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, New Jersey.
Oberschall. A (1980) : "Loosely Coupled Collective Conflict : A Theory and an Application", in Kriesberg. L (dir) : *Research in Social Movements, Conflicts and Change*, Vol III, pp 45-68.
Oberschall. A (1993) : *Social Movements. Ideologies, Interests and Identities*, Transaction, NJ.
Oliver. P (1984) : "If You don't Do it, Nobody Else Will !, Active and Token Contributors to Local Collective Action", *American Sociological Review*, 49, pp 601-610.
Olson. M (1987) : *Logique de l'action collective*, Paris, PUF (édition originale en 1965, Cambridge Mass, Harvard University Press).
Opp. K. D (1986) : "Soft Incentives and Collective Action : Participation in the Anti-Nuclear Movement", dans *British Journal of Political Science*, 16, pp 87-112.
Opp. K. D (1988) : "Grievances and Participation in Social Movements", *American Sociological Review*, 53, pp 853-864.
Péchu. C (1990) : *La Grève des crèches parisiennes (31 mai-7 juillet 1989) : sociologie d'une mobilisation*, mémoire pour le DEA de science politique de l'IEP de Paris, P. Favre dir., dactylographié.
Percheron. A (1986) : "Les Absents de la cène électorale", in E. Dupoirier et G. Grungerg : *La Drôle de défaite de la gauche*, Paris, PUF.
Percheron. A (1991) : "La mémoire des générations : la guerre d'Algérie-Mai 68", in L'Etat de l'opinion-SOFRES, pp 39-58.
Piven. F. F & Cloward. R. A (1971) : *Regulating the Poor. The Functions of Public Welfare*, New York, Pantheon Books.
Piven. F. F & Cloward. R. A (1977) : *Poor People's Movement : Why They Succeed, How They Fail*, New York, Vintage.
Pizzorno. A (1978) : "Political Exchange and Collective Identity in Industrial Conflict", in Crouch. C & Pizzorno. A (dir) : *The Resurgence of Class Conflict in Western Europe Since 1968*, Vol II, London, MacMillan, pp 277-298.
Pizzorno. A (1986. a) : "Some Other Kinds of Otherness : A Critic of "Rational Choice" Theories", in Foxley. A, McPherson. M & O'Donnell. G (dir) : *Development, Democracy and the Art of Trespassing. Essays in Honor of A. Hirshmann*, Notre-Dame, Indiana, University of Notre-Dame Press.
Pizzorno. A (1986. b) : "Sur la rationalité du choix démocratique", in Birnbaum. P & Leca. J (dir) : *Sur L'individualisme*, Paris, Presses de la FNSP.

Pizzorno. A (1990) : "Considérations sur la théorie des mouvements sociaux", *Politix*, n°9, pp 74-80.
Plummer. K (1988) : "Organizing AIDS" in Aggleton. P & Homans. H (dir) : *Social Aspects of AIDS*, London, Falmer Press, pp 20-51.
Przeworski. A (1986) : *Capitalism and Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press.
Rochon. Th. (1988) : *Mobilizing for Peace. The Antinuclear Movements in Western Europe*. Princeton : Princeton University Press.
Rochon. Th. (1990) : "The West European Peace Movement and the Theory of New Social Movements", in Dalton. R & Kuechler. M (dir): *Challenging the Political Order*, Oxford University Press, Polity Press, pp 105-121.
Rucht. D (1988) : "Themes, Logics and Arenas of Social Movements : A Structural Approach", in Klandermans. B, Kriesi. H, Tarrow. S (dir) : *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research across Cultures*, Greenwich, Conn, JAI, pp 305-328.
Rucht. D (1990) : "The Strategies and Action Repertoires of New Movements", in Dalton. R & Kuechler. M (dir) : *Challenging the Political Order*, Oxford University Press, pp 156-178.
Rucht. D (dir) (1991) : *Research on Social Movements. The State of the Art in Western Europe and the USA*, Campus Verlag, Frankfurt am Main, Boulder, Westview.
Sabato. L. J (1981) : *The Rise of Political Consultants*, New York, Basic Books.
Sainsaulieu. R (1988) : *L'Identité au travail*, Presses de la FNSP Paris, (3eme édition).
Salais. R, Reynaud-Cressent. B, Baverez. N (1986) : *L'Invention du chômage*, Paris, PUF.
Sartre. J. P (1960) : *Critique de la raison dialectique*, tome I : *Théorie des ensembles pratiques*, Paris, Gallimard.
Sassoon. J (1984) : "Ideology, Symbolic Action and Rituality in Social Movements : The Effects on Organizational Forms", *Social Science Information*, 23, 4/5, pp 861-873.
Schachtel. M & Rebours. A (1989) : *Ras la seringue*, Lamarre-Poinat, Paris.
Schelling. Th. C (1986) : *Stratégie du conflit*, Paris, PUF, (1° édition anglaise en 1960).
Schennink. B (1988) : "From Peace Week to Peace Work : Dynamics of the Peace Movement in the Netherlands", dans Klandrmans. B, Kriesi. H & Tarrow. S (dir) : *From Structure to Action, Comparing Social Movement Participation across Cultures*, International Social Movement Research, vol 1, Greenwich, Conn. , JAI Press, pp 247-281.

Schlackman Research Organisation (1978) : *Public Attitudes Toward the Supplementary Benefit System*, Central Office of Information.
Schlesinger. P (1990) : "Rethinking the Sociology of Journalism : Source Strategies and the Limits of Media Centrism", in Ferguson. M (dir) : *Public Communication : the New Imperatives*, Londres, Sage. (Traduction française, *Réseaux*, n°51, 1992).
Schnapper. D (1981) : *L'épreuve du chômage*, Paris, Gallimard, coll Idées.
Schnapper. D (1982) : "Chômage et politique", in *Revue française de science politique*, vol. 32, n°3-4, Août-Octobre.
Scholzman. K. L & Verba. S (1977) : " Unemployment, Class Consciousness and Radical Politics : what didn't happen in the thirties", in *The Journal of Politics*, vol. 39.
Scholzman. K. L & Verba. S (1979) : *Injury to Insult : Unemployment, Class and Political Response*, Cambridge Mass, Harvard University Press.
Sénotier. D (1992) : "Cent ans d'évolution de la profession" dans Kergoat (dir) : *Les Infirmières et leur coordination 1988-1989*, Lamarre, Paris, pp 23-55.
Simeant. J (1993. a) : "Le Mouvement des déboutés du droit d'asile. Comment "faire du collectif" avec des clandestins", *in pré-actes du colloque du CEVIPOF "l'Engagement politique : déclin ou mutation"*, 4 & 5 mars, pp 1035-1061.
Simeant. J (1993. b) : "Violence d'un répertoire. Les sans papiers en grève de la faim", dans Braud. Ph (dir) : *La Violence politique dans les démocraties occidentales*, Paris, L'Harmattan.
Simon. A (1985) : "Human Nature in Politics. The Dialogue of Psychology with Political Science", *American Political Science Review*, 79 (2), pp 293-304.
Siwek-Pouydesseau. J (1991) : "Syndicats et grèves aux Finances", *La revue de l'IRES*, 5, pp.123-140.
Smelser. N (1962) : *Theory of Collective Behavior*, Londres, Routledge.
Snow. D & Benford. R (1988) : "Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization", in Klandermans. B, Kriesi. H, Tarrow. S (dir) : *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research across Cultures*, Greenwich, Conn, JAI, pp 197-218.
Snow. D, Rochford Jr. B, Worden. S. K, Benford. D (1986) : "Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation", *American Sociological Review*, 51, pp 464-481.
Snow. D. A, Zurcher. L. A, Ekland-Olson. S (1980) : "Social Networks and Social Movements : A Microstructural Approach to Differential Recruitement", *American Sociological Review*, 45 (5), pp 787-801.
Staggenborg. S (1989) : "Organizational and Environmental Influences on the Development of the Pro-Choice Movement", Social Forces, Sept, 68 (1), pp 204-240.
Tarrow. S (1989) : *Democracy and Disorder. Protest and Politics in Italy, 1965-1975*, Oxford and New York, Oxford University Press.
Tarrow. S (1990) : "The Phantom at the Opera : Political Parties and Social Movements of the 1960' and 1970' in Italy, in Dalton. R & Kuechler. M (dir) : *Challenging the Political Order*, Oxford University Press, Polity Press, pp 251-276.
Tarrow. S (1991) : "Understanding Political Change in Eastern Europe. Aiming at a Moving Target : Social Science and the Rebellious in Eastern Europe", *Political Science and Politics*, Vol XXIV, n°1, mars.
Théret. B (1991) : "Néo-libéralisme, inégalités sociales et politiques fiscales de droite et de gauche dans la France des années 1980. Identité et différences, pratiques et doctrines", *Revue française de science politique*, 41.
Thernborn. G (1986) : *Why Some People are More Unemployed than Others*, London, Verso.
Tilly. Ch (1978) : *From mobilization to revolution*, Addison-Wesley.
Tilly. Ch (1984) : "Les Origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne", *XXème siècle*, n° 4, octobre, pp. 89-104.
Tilly. Ch (1986), *La France conteste de 1600 à nos jours*, Fayard, Paris.
Tilly. Ch, Tilly. L, Tilly. R (1975) : *The rebellious century. 1830-1930*, Cambridge, Harvard University Press.
Topalov. Ch (1987) : "Invention du chômage et politiques sociales au début du siècle", in "Chômages et chômeurs", *Les Temps modernes*, 11-12, pp 53-92.
Tripier. M (1987) : *L'Immigration dans la classe ouvrière en France*, Doctorat d'Etat en sociologie, Nantes, Université de Nantes, novembre.
Tuchman. G (1978) : *Making News : A Study in the Construction of Reality*, NY, The Free Press.
Turner. R (1969) : "The Public Perception of Protest", *American Sociological Review*, 34 (6), pp 815-831.
Turner. R (1978) : "Determinants of Social Movement Strategies." in: Shibutani. T (dir) : *Human Nature and Collective Behavior*, New Brunswick, Transaction Books.
Turner. R (1981) : "Collective Behavior and Resource Mobilization as Approaches to Social Movements : Issues and Continuities", in

Research in social movements, conflict and change, vol 4, Jai Press Inc., pp 1-24.
Turner. R. & Killian. L (1972) : *Collective Behavior*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, (1° édition en 1957).
Valocchi. S (1990) : "The Unemployed Workers Movement of the 1930'. A Reexamination of the Piven and Cloward Thesis", *Social Problems*, Vol 37, n°2.
Van Parijs. P (1987) : "A Revolution in Class Theory", *Politics and Society*, 15 (4), pp 453-482.
Von Zoonen. E (1992) : "The Women's Movement and the Media : Constructing a Public Identity", *European Journal of Communication*, vol.7, n°4, pp. 453-476.
Visier. L & Frybes. M (1990) : *Les Coordinations : de l'expérience des acteurs à la mobilisation, étude comparative à partir du cas des infirmières, IRES-CFDT* Paris.
Walsh. E. J (1989) : *Democracy in the Shadows : Citizen Mobilization in the Wake of the Accident at Three Mile Island*, New York, Greenwood.
Weil. S (1949) : *L'Enracinement*, Paris, édition de la NRF.
White. M. R & Mac Rae. S (1989) : *Young Adults and Long-Term Unemployment*, London, Policies Studies Institute.
Whiteley. P. F & Winyard. S. J (1987) : *Pressure for the Poor : The Poverty Lobby and Policy Making*, London, Methuen.
Williamson. J. B (1974) : "Beliefs About the Motivation of the Poor and Attitudes Toward Poverty Policy", *Social Problems*, vol 21, pp 634-648.
Wilson. J. Q (1961) : "The Strategy of Protest : Problems of Negro Civil Action", *Journal of Conflict Resolution*, vol. 5, n°3, pp 291-303.
Wilson. J. Q (1973) : *Political Organizations*, New York, Basic Books.
Wilson. K. L & Orum. A. M (1976) : "Mobilizing People for Collective Political Action", *Journal of Political and Military Sociology*, vol.4, pp. 187-202.
Wuhl. S (1992) : *Les Exclus face à l'emploi*, Syros Alternatives économiques.
Zald. M & Denton. P (1987) : "From Evangelism to General Services: The Transformation of YMCA", pp 143-160, in Mac Carthy. J & Zald. M. N (dir) : *Social Movements in an Organizational Society*, New Brunswick, Transaction Books.
Zald. M. N & Ash. R (1966) : "Social Movement Organizations", *Social Forces*, 44, pp 327-341.
Zald. M. N & Mac Carthy. J. D (1980) : "Social Movement Industries", *Research in Social Movements, Conflict and Change*, 3, pp 1-20.

Zald. M. N (1992) : "Looking Backward to look Forward : Reflections on the Past and Future of the Resource Mobilization Research Programm", dans Morris. A. D & McClurg Mueller. C (dir) : *Frontiers in Social Movements*, Yale University Press, New Haven and London, pp 326-348.
Zald. M. N et Usem. B (1987) : "Movement and Counter Movement Interaction : Mobilization, Tactics, and State Involvement", pp 247-272, in Mac Carthy. J & Zald. M. N (dir) : *Social Movements in an Organizational Society*, New Brunswick, Transaction Books.
Zurcher. L. A & Snow. D (1981) : "Collective Behavior : Social Movements", in Rosenberg. M et Turner. R (dir) : *Social Psychology : Sociological Perspectives*, New York, Basic Books.

Index des personnages et des organisations cités

A

A2; 110; 145; 153; 235; 242; 243; 245; 250; 252; 253; 255
Abbé Pierre; 198; 201
accords de Schengen; 185; 186
ACT UP; 41; 45; 51; 56; 58; 62
ADAAC; 188
ADAAO; 188
AFLS.; 62
ALE; 174
anarcho-syndicalisme; 175; 180
ANFIIDE; 117
ANPE; 52; 132; 136; 137; 140; 148; 174
Appel des 75; 214; 217; 219; 220; 228; 230; 231; 244; 247; 253
Appel des trente; 215; 218; 219; 220
Armero; 248
ASSEDIC; 44; 52; 137; 140; 148; 167; 170; 171; 172; 174; 175; 176; 177; 179
ASSOS 75,; 117
ASTI; 193; 197
ATT; 196
Aubret. I; 162
Aubry. M; 171; 178; 179

B

Bagguley. P; 174
Balladur. E; 84
Balzac. H de; 67; 90
Barzach. M; 94; 96; 98
Benali Kalkan; 193
Bénévise. N; 110; 117
Benford. R; 43
Bérégovoy; 72; 75; 85
Berque. J; 215
Bianco. J. L; 201; 202; 204
Birnbaum. P; 30; 80
Boltanski. L; 189
Bourdieu. P; 70; 103; 128; 130; 165
Bourneau. F; 20; 39; 44; 52; 55; 61
Braud. Ph; 31
Bregman. D; 150
Bruhnes. B; 201; 202
Burman. P; 124

C

CAF; 167
Calvet. J; 85
Castoriadis. C; 215
CCSC; 145
CERC; 82
Cerny. Ph; 31
Césari. J; 216
CFDT; 71; 72; 77; 79; 80; 82; 94; 103; 106; 107; 109; 117; 152; 153; 187; 195; 197; 256
CFTC; 80; 82
CGC; 80; 82; 109
CGT; 72; 77; 79; 82; 106; 108; 118; 153; 159; 160; 161; 187; 246; 247
CGTU.; 124
Champagne. P; 235; 240
Charasse. M; 84; 85
Charton-Brassard. J; 97
Chazel. F; 31
Chevènement. J. P; 40; 64; 219
Cheysson. C; 215; 219
Chong. D; 166

CIMADE,; 186; 195
Clément. J. M; 97
CNI; 117
Cohen. J. L; 101
Cohn. R. M; 124
Comité infirmier français; 119
Comité turc-kurde; 188
Conférence épiscopale des migrations; 198
congrès de Rennes; 75
Coordination nationale infirmière; 116
Courteline; 90
CRC; 107; 108; 117; 118
Cresson. E; 111; 201
Croix rouge; 163; 164
Croucher. R; 124
Cucrowicz. H; 124
Curtis et Zurcher; 60

D

Dagenais. B; 233
Daniel. W; 127
De Nardo. J; 239
de Brie. C; 82
de Foucault. J. B; 171
Debray. R; 215
Debrest. P; 111
Dedecker. R; 185
Degrave. P; 136
Della Porta. D; 63
Demazière. D; 124
Dethyre. R; 159; 163
Dobry. M; 24; 31; 193; 194; 235
Du Roy. A; 255
du Haut Cilly. B; 97
Duhart. J; 97
Dulac. F; 54
Dupoirier. E; 214
Dupuy; 78
Durand. J. M; 19; 40; 41; 53; 59; 62; 63; 124
Durieux. B; 109; 112
Duyvendak. J. W; 31
Dyson; 124

E

EDF; 55; 140
Eisinger. P; 48
Emmaüs; 135
Engbersen. G; 124
Evin. C; 106; 108
Ewald. F; 87
Eyt. Mgr; 193; 198; 201

F

FASTI; 186; 194
Favre. P; 31; 51; 100; 222; 224
Fédération nationale des chômeurs; 154
Fédération nationale entraide protestante.; 161
Ferree et Miller; 43
Fillieule. O; 21; 31; 33; 232; 234
Fireman. B; 38
Fiterman. Ch; 215
Fiterman. Ch; 219
FO; 71; 72; 79; 80; 82; 88; 106; 153
Folsom. F; 124
Forum pour une paix juste et globale au Moyen-Orient,; 217; 219; 220
FR3; 93
France terre d'asile; 185
France-Soir; 178
Frybes; 98
Fryer & Ullah; 124

G

Gaillot. M; 162
Galland;. O 133
Gallo. M; 215; 219; 247; 253

Gamson. J; 41
Gamson. W; 31; 38; 47; 48; 54; 68; 81; 88; 155; 166; 169
Garraud. M. F; 253
Gerlach. L; 60
Germa. M; 161; 176
Gicquel. R; 162
GISTI; 186; 191
Gitlin. T; 87
Glasgow Media Group; 237
Globe; 178
Goffman. E; 38; 81
Grawitz. M; 30
Greenham Common (camp de); 57; 242
Grémy. J. P; 185
guerre du Golfe; 40; 53; 57; 63; 188; 199; 211; 212; 213; 217; 218; 219; 226; 229; 231; 241; 242; 253
Gusfield. J; 47
Guyon. Mgr; 145

H

Halimi. G; 215
Hassenteufel. P; 21; 41; 54; 55; 58
Hine. V; 60
Hirschman. A; 113
Hobbes. T; 102; 228
Hobsbawm. E; 125
Hussein. Saddam; 216; 254

I

Imbert. C; 99
INSEE; 77
Irak; 211; 214; 216; 221; 223
Israël; 253

J

Jacquard. A; 162; 176
Jahoda. M; 124
Jamet. D; 215
Jaurès. J; 244
Jazouli. A; 181
JCR; 217
Jean-Pierre (Juge); 93
Jenkins et Perrow; 48; 49; 54; 61
Joatton. Mgr; 198
Jobert. M; 215
JOC; 217
JOCF; 161
Junankar. P; 124

K

Kanter. R; 241
Kergoat. D; 99; 104
Kielbowicz. R; 238
Kingsford. P; 124
Kitschelt. H; 33; 34; 48; 51; 146
Klandermans. B; 31; 32; 33; 42
Knibiehler. Y; 96
Komarowsky. M; 124
Kouchner. B; 115; 116; 200
Koweït; 211; 216; 221; 223; 230; 231
Krasuki. H; 254

L

L'Evénement du Jeudi,; 178
l'Humanité; 163; 177; 178; 216
La Cinq; 235; 253; 254
La Paix maintenant,; 219; 220; 255
Lagroye. J; 30
Langlois. D; 230
Lapeyronnie. D; 31; 181
Lauer. R; 130
LCR; 107; 117; 217
Le Monde; 137; 178; 187
Le Parisien,; 178

Le Pors. A; 219
Leca. J; 30
Lecerf. E; 123; 142
Lefort. V; 161
Les Nouvelles du Val-de-Marne,; 178
Liem. R; 165
Ligue des droits de l'homme,; 195; 197
Linhart. V; 158
Lipiansky. E; 103
Lipsky. M; 54; 179; 195; 236
Louis. M. V; 133

M

Mac Adam. D; 31; 32; 37; 42; 47; 51; 59; 61; 136; 225
Mac Carthy. J. D; 33; 61; 161; 162
Mac Rae. S; 124
Maire. E; 152; 153
Maison du protestantisme français,; 135
Mann. P; 31; 68; 234; 237
Marchais. G; 161; 247
Marchand. Ph; 145; 201
Marin. L; 241; 243
Marle. G; 145
Martin. V; 20; 39; 44; 52; 55; 61; 103
Masure. B; 243; 246
Mathiot. P; 82
Mayer. N; 31; 62
Melucci. A; 39; 60; 101; 105; 212; 229
Memmi. D; 30
Mercier. A; 25; 57; 234
Merleau-Ponty. M; 16; 25
Météorologie nationale; 82
Milgram. S; 24
Missika. J. L; 150
Mitterrand. F; 59; 111; 223
MJC; 161
Molotch. H; 237; 238; 242
Montlibert. Ch de; 81
Mora. A; 152
Morin. E; 162
Morris. A; 61
Mouriaux. R; 82
Mouvement de la paix; 217
Mouvement des citoyens; 40; 64
Mouvement national des chômeurs; 154
Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté; 217
Mouvement pour une alternative non violente; 217
MPPT; 197
MRAP; 186; 197

N

Neidhart et Rucht; 29; 49; 147
Nelkin et Pollack; 51
Noblecourt. M; 68
Nouvel Observateur; 130

O

Oberschall. A; 31; 101; 191; 217
Ockrent. Ch; 110
Oegema. D 31
OFPRA; 53; 182; 185; 186; 187; 188; 189; 190; 196; 200; 205
Olson. M; 23; 164; 165; 166
ONU; 221; 222; 242; 254
Opp. K. D; 31

P

Pagat. M; 135; 137; 139; 143; 144; 145; 151; 152; 153; 171
Pandraud. R; 198

Partage; 58; 137; 138; 141; 143; 144
Parti communiste; 55; 158; 159; 160; 161; 162; 163; 172; 175; 180; 197; 216; 217; 218; 219; 220; 222; 247; 253
Parti socialiste; 75; 89; 135; 197; 219; 247; 250
Pastorale des migrants; 193; 195; 198
PCI,; 217
Péchu. C; 31; 33; 82; 232; 234
père Aristide; 191
Perrault. G; 162; 250
Perrineau. P; 31
Peugeot; 68; 82; 85; 91
Pionniers de France.; 161
Piven et Cloward; 37; 47; ; 48; 125126; 140; 171
Pizzorno. A; 41; 101; 212; 225
Plateau. Mgr; 145
Polac. C; 23; 40; 54; 58
Politis; 216
Pradel. J; 162
Président de la République; 49; 197; 222

Q

Quilès. P; 206

R

Radio Beur; 178
Radio Libertaire; 178
Réseau d'information et de solidarité; 186
Réseau intercommunautaire d'aide aux demandeurs d'asile; 186; 187; 188; 191; 196; 201; 202; 203; 205
RMI; 143; 150
Robespierre; 86
Rocard. M; 58; 82; 111; 187; 188; 201
Rochon. Th; 31; 57; 242
RPR; 84
Rucht. D; 147
Rytina; 38

S

Saint-Cricq. N; 255
Saint-Just; 86
Salais. R; 131
Sangla. R; 162
Sartre. J. P; 129
Sauvé; 187
Schennink; 42
Scherer. C; 238
Schlesinger. P; 237
Schnapper. D; 124; 128; 129; 169
Schwartzenberg. Pr; 110
Secours Populaire; 163; 164
Sénotier. D; 97
SIAN (syndicat infirmier autonome national); 117
SID; 58
sida; 41; 45; 54; 93
Simeant; 17; 53; 61; 62
SIVP; 132
Siwek-Pouydesseau; 68; 77
Smelser. N; 32; 37; 170
SMIC; 152
SNCF; 82
SNECMA; 82
Snow. D; 43; 45; 85; 141
SNPM; 198
SNST-Trésor; 72
SNUI; 71; 72; 73; 79; 82; 88
SOS Racisme,; 197; 217; 219; 220; 253
Stilgoe. E; 127

T

Tarrow. S; 48; 63
Téléthon; 238
TF1; 111; 178; 179; 235; 240; 244; 246; 247; 249; 250; 252; 256
Théret. B; 83
Thernborn. G; 127
Thibault. F; 162
Thœnig. J. C; 78
Tilly. Ch; 34; 47
Topalov. Ch; 131
traité de Maastrich; 63
Tripier. M; 190
TUC; 132
Turner. R; 37; 168; 240

U

UIF; 119; 117
UNASSIIF; 94; 117
UNEDIC; 148; 177; 178
UNEF; 217
Union infirmière de France; 117
UPF; 111
Useem; 59

V

Vallès. J; 142
Vergely. M; 154
Verts (les); 197
Vidal-Naquet. P; 215
Visier. L; 98
Von Zoonen. E; 238

W

Walsh. E; 31; 51
Weil. S; 131
White. M; 124
Whiteley. P; 147
Wilson et Orum; 241
Wilson. J. Q; 54
Wineyard. S; 147
Wuhl. S; 127; 131

Z

Zald. M. N; 33; 59; 61; 161; 162
Zediri-Corniou. M; 159

Achevé d'imprimer par Corlet Numérique - 14110 Condé-sur-Noireau
N° d'Imprimeur : 3486 - Dépôt légal : août 2000 - Imprimé sur DemandStream
Imprimé en UE

A l'heure où le thème de la désaffection des citoyens pour le politique est si prégnant, ce livre rappelle utilement que la France de ces dix dernières années a connu d'importants mouvements sociaux qui ont vu des milliers de citoyens descendre dans la rue pour manifester leur colère et exprimer leurs revendications.

Pour mieux comprendre ce phénomène majeur de notre société, voici réunies pour la première fois une série d'études de cas qui toutes portent sur des mouvements récents : le mouvement des Finances en 1989, les coordinations infirmières, les mouvements de chômeurs et celui des déboutés du droit d'asile ; la guerre du Golfe enfin, avec la mobilisation pacifiste et l'analyse de ses difficiles rapports avec la télévision.

Chaque essai plaide ici pour une théorie compréhensive des mouvements sociaux, perspective qu'explicite l'introduction de l'ouvrage : tout à la fois, l'individu construit activement et est fortement contraint par un univers de significations sociales dont la détermination résulte notamment de son identité raciale, sexuelle, de classe et de nationalité.

Ce livre rassemble les résultats obtenus par de jeunes chercheurs dont la plupart poursuivent actuellement une thèse de science politique. Après avoir été allocataire de recherche à l'IEP de Paris, Olivier Fillieule est chargé d'enseignement à l'université Jean Monnet de Saint-Étienne. Il a publié avec Cécile Péchu Lutter ensemble *(L'Harmattan, 1993), ouvrage consacré aux aspects théoriques de la mobilisation.*

9 782738 423269

ISBN : 2-7384-2326-4